

# LE DEVOIR

Exigez votre Télé choix!



VOL. LXXXIX - N° 293

LE DEVOIR, LE JEUDI 24 DÉCEMBRE 1998

5 CAHIERS - 1,95\$ + TAXES = 2,25\$

**LES ARTS**

La chronique d'Odile Tremblay: 2000 ans plus tard, page B 8



**LA FÊTE DE NOËL**

Une entrevue avec Claude Lévi-Strauss, page A 4

**ÉCONOMIE**

1998 aura été l'année des espoirs refroidis, page C 1

**LES ARTS**

Une singulière rencontre entre de jeunes auteurs et des interprètes, page B 1



**PERSPECTIVES**

## La Nativité à l'américaine

Alors que l'Amérique s'appête à fêter la venue de l'Enfant sauveur, quelle coïncidence lourde de symboles que cette naissance des premiers octuplés vivants que la Terre ait jamais portés! À la fois rescapés de la médecine et victimes de ses pires excès, ces huit «miraculés» sont la preuve des contradictions profondes qui illustrent cette fin de siècle. La vie à tout prix, mais quelle vie?

Intronisée au temple des records Guinness, Nkem Chukwu, la jeune mère qui a accouché dimanche dernier de huit bébés gravement prématurés, est déjà une vedette nationale. Au pays de l'oncle Sam, les compagnies, pressées de surfer sur la vague médiatique créée par cet exploit utérin, inondent déjà la famille de leur flot de couches et de petits pots de purée gratuits.



Isabelle Paré

Mais en marge de ce cirque, huit bébés, à peine plus gros qu'une demi-livre de beurre, s'agrippent toujours à la vie qu'on leur a donnée de force, au mépris des règles d'éthique les plus élémentaires. Des huit enfants, un seul survit sans l'aide d'un respirateur artificiel. Ses sept frères et sœurs, pesant de 320 à 810 grammes, y sont toujours branchés.

Au pays du *bigger is better*, on s'extasie d'abord sur le caractère prolifique de cette production en série, rendue possible par la performance de médecins qu'on peut soupçonner d'être plus soucieux du feu des projecteurs que de la santé de leurs futurs petits patients. On s'émue aussi de la volonté de fer de la mère, qui a passé les deux dernières semaines de sa grossesse allongée, les pieds plus élevés que la tête, pour réduire la pression sur son utérus afin d'éviter un accouchement encore plus précoce. C'est après avoir suivi un traitement agressif à la gonadotropine, destinée à stimuler l'ovulation, que la mère a entamé sa grossesse. Avertis de la présence de huit fœtus le 8 décembre dernier seulement, les parents se sont alors opposés, pour des raisons religieuses, à ce que certains fœtus soient détruits pour augmenter les chances de survie des autres.

Née treize semaines avant terme, la première des octuplés et ses cinq sœurs et deux frères, nés à 29 semaines, ont pourtant devant eux un avenir incertain. La fragilité de leurs vaisseaux sanguins les expose à une hémorragie cérébrale mortelle, à la paralysie cérébrale, à la cécité ou à un retard intellectuel permanent. Un des rejetons souffre d'une malformation cardiaque, commune chez les prématurés.

Les experts en néonatalogie s'entendent pour dire qu'avant 24 semaines, les chances de survie d'un bébé prématuré sont à peu près nulles. Entre 24 et 26 semaines, les chances de survie s'améliorent, mais les risques de handicaps graves sont très élevés. Or il s'agit ici de statistiques fondées sur des naissances uniques. Dans le cas de grossesses multiples, les retards de croissance dus au faible poids des bébés viennent noircir le tableau.

Cette absurde saga utérine survenue au Texas lève le voile sur le laxisme avec lequel officient certaines cliniques offrant de tels traitements contre l'infertilité. Dans la mère-patrie du mouvement pro-vie, n'est-il pas aberrant que des médecins ne s'embêtent pas de demander aux parents s'ils consentiront à un avortement thérapeutique avant d'entreprendre un traitement qui, d'emblée, les expose à ce recours pour sauver leurs bébés à naître?

Ce dérapage est d'autant plus déplorable que les règles de l'art permettent aujourd'hui de savoir, avant la fécondation, si un nombre trop élevé d'ovules ont été produits en cours de cycle, exposant la mère à un risque de grossesse multiple. Si tel est le cas, le traitement doit alors être interrompu. «De tels médecins devraient avoir à s'expliquer devant le Collège des médecins», pense le Dr Pierre Miron, directeur de la Clinique de fertilité québécoise Procréa, qui déplore que la délinquance de ces derniers éclabousse les cliniques sérieuses.

Aux États-Unis, des traitements agressifs ont récemment entraîné une vague inquiétante de ces grossesses «Guinness». Une semaine avant la naissance des octuplés, une autre femme donnait naissance à des sextuplés dans le même hôpital, dont cinq ont survécu. Depuis 1985, au moins trois femmes, toutes traitées contre l'infertilité, ont accouché d'octuplés. De ces 24 enfants, 18 sont décédés. En 1997, c'était au tour d'un couple de l'Iowa, Bobbi et Kenny McCaughey, de faire les manchettes avec la naissance de sept rejetons viables.

En plus du *gambling* désolant avec la vie d'autrui auquel s'adonnent certains parents et médecins, ces ratés démontrent le besoin pressant de poursuivre les recherches pour créer des médicaments qui, une fois pour toutes, ne seront plus des tremplins vers la grossesse multiple.



CHRISTIAN TIFFET LE DEVOIR

## LE NOËL DU GROS VICTOR

Un conte d'Odile Tremblay

Tout conte digne de ce nom commence par «Il était une fois...». Il était une fois, donc, même si, cette fois-là, il gelaît à pierre fendre, même si le vent soufflait comme un enrage, même si tout allait de travers et si l'air glacial s'engouffrait par le carreau mal rafistolé, un homme, un gros, un sale, un pas beau qui s'appêtait à fêter Noël avec sa bouteille de brandy, la seule amie apparemment sincère qui lui restait ici-bas. Moche qu'il était, le gros Victor, et ne fleurant pas la rose, on l'aura compris. Vilain, soit, et ourson en plus, mais Noël vient à tout le monde et on a beau ne pas croire en grand-chose, reste que certains symboles ont le don de vous titiller la nostalgie dans une vieille chambre louée meublée que n'habitent les souvenirs de personne.

Dehors, les passants tourbillonnaient avec le vent. Il les regardait par la fenêtre, les hommes ramenés rapidement au sol par leurs lourds capots de chat, les femmes plus aériennes dont la bise soulevait les crinolines pour les faire voler un moment comme des akènes de pissenlits, tous aspirés avec plus ou moins de dignité vers les derniers préparatifs du grand soir. Il imaginait des dindes opulentes dans leurs fours et les croquignols guillerets sur les tables, les enfants tout excités — un bonheur domestique s'étendant à la messe de minuit où irait se pavaner

tout ce beau monde. Vieux mécréant ramolli, voilà que lui remontaient en mémoire quelques couplets égarés d'*Adeste fideles* portés par l'orgue vibrant dont les accords lui traversaient jadis l'échine. Sa bedaine tressauta d'émotion avec un affreux hoquet. Ce qu'on peut être sentimental parfois...

Noël 1898. Une fin de siècle ou presque avec l'irritant petit côté bilan de la chose. Regarder en arrière donne parfois le vertige, surtout à un gros poivrot échoué comme un phoque sur sa banquette de la rue Saint-Denis. Était-ce sa faute à lui si la vie l'avait conduit de veuvage en chômage, d'expédients en errances vers cette bouteille qui se dédoublait devant ses yeux? Celle-ci, perfide, dansa même une petite gigue pour mieux lui rappeler les réveillons chez l'oncle Adolphe du temps où le violoneux violonnait. Trahi par ladite bouteille qui s'arrêta de danser en crachotant une ultime rasade de mauvais brandy, Victor souleva sa masse titubante et, avec un courage d'ivrogne qui ne craint nulle froidure, s'habilla tant bien que mal pour sortir célébrer Noël parmi la grande communauté humaine dont il se sentait pourtant si exclu.

Mais allez séduire les foules avec une barbe aussi mal taillée, des yeux rougis et une dégaine d'hippopotame édenté. Ni Elise la vieille sorcière au châle noir qui lisait l'avenir contre un bout de pain, ni Amédée le bossu et son orgue de

VOIR PAGE A 10: VICTOR

**Bogue de l'an 2000**

## Une facture de 725 millions pour Québec

Les services à la population seront traités en priorité

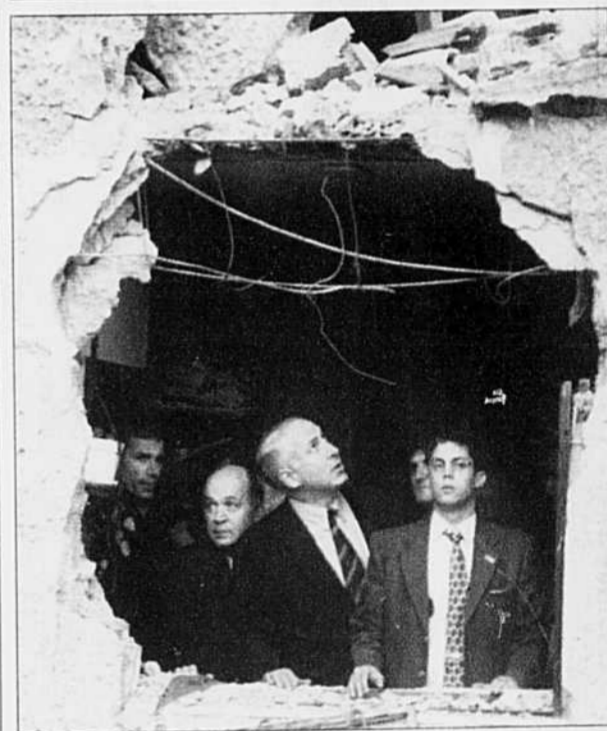
MARIO CLOUTIER DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

À un an de l'échéance, le gouvernement québécois prévoit être fin prêt pour contrecarrer les effets négatifs du bogue de l'an 2000. Le président du Conseil du trésor Jacques Léonard a annoncé hier que près des trois quarts — 73,9% pour être plus précis — des travaux d'adaptation des systèmes informatiques essentiels étaient terminés le 31 octobre dernier.

Le gouvernement devra toutefois mettre le paquet, 725 millions au total, pendant les prochains mois pour faire face au bogue de l'an 2000 et empêcher que les services à la population et ses activités les plus coûteuses soient affectés.

En réponse aux critiques sévères du Vérificateur général en juin dernier, le gouvernement a effectué un virage majeur afin d'être prêt à temps en évitant les dérapages informatiques dans ses activités publiques. Le Conseil du trésor a créé le Bureau de coordination gouvernementale — an 2000 pour prendre le leadership des travaux d'adaptation. Son premier geste a été de cibler les services essentiels à assurer en

VOIR PAGE A 10: FACTURE



LE MONDE

## Tirs de roquettes sur Israël

À l'aube d'un raid israélien qui a tué «par erreur» une Libanaise et ses six enfants près de Baalbeck, dans l'est du Liban, des tirs de roquettes du Hezbollah libanais ont fait 13 blessés, hier, dans le nord d'Israël, et le premier ministre Benjamin Netanyahou a annoncé que l'État hébreu allait riposter. «Cette fois, nous allons riposter», a déclaré M. Netanyahou lors d'une visite dans la ville frontalière de Kiryat Shmona, principale cible des attaques libanaises.

Lire nos informations, page A 7

## Le Noël des autres

Que font ceux qui adhèrent à une autre religion?

MARIE-CLAUDE DUCAS LE DEVOIR

Élie Benchetrit n'a jamais célébré Noël. Ses deux enfants, des jumeaux qui ont aujourd'hui 12 ans, non plus. «Je viens d'une famille juive traditionnelle», explique-t-il. Au Maroc, où il a grandi, il a quand même pu s'initier à tout ce qui touche la fête de Noël: il fréquentait le lycée français, et la majorité de ses camarades de jeu étaient chrétiens. «Quand j'allais dans leur maison pour faire mes devoirs avec eux, je voyais l'arbre de Noël, les décorations, et surtout, je les entendais parler des cadeaux qu'ils recevaient, raconte-t-il. Je n'en avais pas, et je les enviais un peu. On est un peu frustré face à cela quand on est enfant...»

Ici comme dans la plus grande partie des pays occidentaux, la période de Noël est impossible à ignorer: les décorations sont partout, la course aux cadeaux bat son plein, les réunions de famille s'organisent, les écoles et les bureaux donnent congé. Mais que font, lors de cette fête chrétienne, ceux qui adhèrent à une autre religion? Pour les familles juives, heureusement, la période des

Fêtes chrétiennes coïncide avec celle de Hanukkah, une fête juive qui tombe toujours en décembre. Hanukkah célèbre le triomphe de la lumière sur l'obscurité, et la survie de la religion malgré les tyrannies. Elle commémore un événement survenu vers 250 avant Jésus-Christ: en Israël, un groupe de juifs pratiquants a pu triompher des Grecs qui voulaient leur interdire de pratiquer leur religion. En regagnant leur temple, ils trouveront une réserve d'huile à peine suffisante pour une journée mais qui, par miracle, dura huit jours.

À chacun des huit jours que dure Hanukkah, on allume, à la tombée de la nuit, une des bougies d'un chandelier à huit branches. Cette année, Hanukkah s'est terminée le 20 décembre. L'an dernier, elle s'était étendue sur la semaine du 24 au 31 décembre.

Baucoup de familles juives ont pris l'habitude, à cette occasion, de donner des cadeaux aux enfants. Certains leur font un petit présent chaque jour, en allumant la bougie. «Chez nous, on donne aux enfants leur cadeau le

VOIR PAGE A 10: LE NOËL DES AUTRES



REUTERS

Noël, fête chrétienne, est à la fois une occasion qui rapproche les peuples et qui fait ressortir les différences entre diverses croyances. À l'église Sainte-Catherine de Bethléem, lieu de naissance de Jésus-Christ, on célèbre chaque année la messe de minuit.

**MÉTÉO**

Montréal Ciel variable. Max: -6 Min: -12  
Québec Ciel variable. Max: -9 Min: -19

Détails, page C 4

**INDEX**

Annonces..... C 4 Fonds mutuels C 6  
Les Arts..... B 1 Le monde..... A 7  
Avis publics..... C 5 Les sports..... C 9  
Bourse..... C 8 Montréal..... A 3  
Économie..... C 1 Mots croisés... C 4  
Editorial..... A 8

www.ledevoir.com





# Tu parles d'un beau cadeau!

*Fido double votre temps  
d'antenne pour un mois.  
En plus, il vous offre gratuitement  
un couvercle rouge ou bleu.*

**Nokia 55CP**

**7!\$**

- Petit, légère à utiliser
- Pile longue ultraperfite
- Touche *Key* donnant à toutes letions
- Clarté exnnelle de la traion de la voix
- Puce Fid seuleme\$



Si vous Service Fido le 12 décembre Fido 6 d'antenne ire forfaits, et ce, pour ode de fait en janvier. Cette as applicabl service Fido nusement deks.

**Appel 1011: 1 (2-FI) www.ca**

**FIDO**  
C'EST V  
LE.

**fido LES MAGASINS**

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles
- Centre Eaton
- Place Rosemère
- Les Galeries d'Anjou
- Place Vertu
- Centre Fairview
- Place Longueuil
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
- Carrefour de l'Estrie, Sherbrooke
- Carrefour Richelieu, St-Jean

Fido de commerce d'I Solution

Fido end aussi dans les ants de la grande de Mont

CONTRE FUTURE CENTRE DE DOMOTIQUE TCC

TIQUE EATO AILES EN GCL



# LA FÊTE DE NOËL

## En rupture avec les traditions

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Faites le test. Demandez à un enfant, à n'importe quelle période de l'année, où demeure le père Noël. «Au pôle Nord, bien entendu!», répondra-t-il, d'un ton exaspéré, à cet adulte qui s'amuse à prendre cette certitude pour une grande question. Demandez-lui à nouveau, mais cette fois, pendant le temps des Fêtes. La réponse lui semblera tout aussi évidente: «Au centre commercial, voyons!»

A l'image de la société québécoise, les célébrations de Noël ont fait du chemin depuis les 30 dernières années. Réunions familiales, messes de minuit, sapsins et cadeaux ont aujourd'hui un visage bien différent de l'époque où une simple orange faisait office de garniture dans le bas de Noël.

Et ce sympathique personnage, tout de rouge vêtu, barbu et bedonnant, est-il à l'image de celui à qui des milliards d'enfants avaient l'habitude de laisser des biscuits et un verre de lait pour l'aider à traverser cette sainte nuit? «Aujourd'hui, la visite du père Noël a perdu de son mystère», explique Diane Pacom, professeure en sciences sociales à l'Université d'Ottawa. Il est bien loin le temps où il se glissait par la cheminée, laissait les cadeaux au pied de l'arbre, grignotait quelques biscuits et repartait dans son traineau, ni vu, ni connu. Ce n'est que tout récemment que le père Noël est devenu stationnaire, qu'on peut s'asseoir sur ses genoux et, surtout, que sa résidence secondaire est au centre commercial!

Cette évolution, ou plutôt cette rupture face aux traditions qui faisaient autrefois consensus auprès des grandes familles québécoises, se serait en fait manifestée dès le début des années 1960.

«Après la Deuxième Guerre mondiale, les gens ont commencé à questionner et à se méfier de l'héritage de leurs parents, faisant une sorte de vide symbolique, tant au niveau politique et familial que religieux», raconte Mme Pacom.

«De la même manière que les baby-boomers ne voulaient plus se marier de la même façon, ils ne voulaient pas non plus fêter comme avant. Mais puisque les rituels sont présents depuis que le monde est monde, il nous fallait bien trouver autre chose», ajoute-t-elle.

De même, la place de la famille lors des célébrations de Noël n'est plus tout à fait ce qu'elle a été autrefois. A une époque où les enfants passent une fin de semaine sur deux chez papa, on est bien loin des immenses fêtes familiales qui réunissaient des cousins dont on ne soupçonnait même pas l'existence.

Quelle est la solution, aujourd'hui, pour les enfants du divorce? «Plusieurs Noëls!», répond du tac au tac Mme Pacom. Le 23 chez papa, le 24 chez maman, le 25 chez la mère du conjoint, le 26 chez le père du conjoint... Sans oublier ceux qui partent en voyage dans le Sud! Voilà quelque chose de nouveau.

Et la messe de minuit, elle? Peu importe qu'elle soit maintenant aussi populaire à 18h, 20h et 22h, la célébration religieuse demeure-t-elle bel et bien présente? «Oui, mais aujourd'hui, la messe de minuit est devenue une sorte de paradoxe dans notre société cartésienne», explique Diane Pacom. C'est comme si on avait décidé d'avancer en regardant dans le rétroviseur. On continue d'avoir besoin d'un rituel, même si les églises sont désertes le reste de l'année.

Le fait même que l'on se demande, d'une année à l'autre, de quelle manière on fêtera Noël est manifeste de cette rupture avec les traditions.

## Influence occidentale en Afrique de l'Ouest

TIM SULLIVAN ASSOCIATED PRESS

Abidjan — Les Africains de l'Ouest se mettent à fêter Noël à l'occidentale. Certes, on est loin de la débâche de la société de consommation, mais guirlandes et sapins blancs cotonneux ont fait leur apparition. Des arbres de Noël en plastique, bien entendu.

Dans une galerie commerciale d'Abidjan, capitale de la Côte-d'Ivoire, des ménagères font leur choix parmi des rangées de poupées importées tandis que la sonorisation joue des chants de Noël. Dehors, de jeunes hommes vendent de longues guirlandes chatoyantes, dorées, vertes et rouges. Et dans les petites échoppes de bois des quartiers populaires, on trouve aujourd'hui des guirlandes électriques à foison. «Noël, c'est pour tout le monde maintenant», lance en riant Berte Niamke en montrant dans un coin de sa salle de séjour l'arbre de Noël en plastique, orné d'ampoules électriques multicolores et de morceaux de coton, avec des paquets-cadeaux au pied. «C'est censé être pour les enfants, mais c'est à présent une fête pour tout le monde. Tout le monde veut un cadeau.»

Mme Niamke, qui a grandi dans un village où Noël était célébré essentiellement en allant à l'église, fait maintenant les choses à l'occidentale; ces dernières années, elle s'est même habillée en père Noël pour offrir les cadeaux aux enfants. L'aspect de plus en plus commercial des festivités ne la dérange pas. Les fêtes de Noël demeurent néanmoins très discrètes dans cette partie du monde, particulièrement dans les campagnes. «Cette fête est pour les enfants», observe Agnes Traoré, une marchande de fruits d'Abidjan. «Je ne comprends pas pourquoi les gens doivent faire toutes ces décorations, tous ces cadeaux...»

Les spécialistes disent qu'avec un pouvoir d'achat nettement plus faible qu'en Occident, une «culture commerciale» beaucoup plus limitée et des traditions bien enracinées, l'Afrique n'approchera jamais la frénésie d'achats des Européens de l'Ouest, des Nord-Américains ou des Australiens et Neo-Zélandais. «Certes, des pays comme la Côte-d'Ivoire ont quelques centres commerciaux mais, si j'en crois mon expérience, c'est la tradition qui reste encore la plus importante», constate Frédéric Torimiro, chercheur en sciences sociales au collège Ferrum de Virginie, qui rentre régulièrement dans son pays natal, le Cameroun.

La télévision joue toutefois son rôle dans cette occidentalisation rampante, ainsi que les émigrés de retour au pays. Une évolution qui ne plaît pas à tout le monde, certains soulignant que l'on oublie ainsi le caractère sacré de Noël, censé célébrer la naissance du Christ.

# Un grand brassage de rites

## Les hommes modernes, prétendument rationnels, ont un grand besoin de rituels, dit l'ethnologue Claude Lévi-Strauss

CHRISTIAN RIOUX CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

Les lumières de Noël scintillent sur les grands boulevards parisiens. Dans son appartement de la petite rue des Marronniers, Claude Lévi-Strauss est loin de toute cette animation. Son salon ressemble à un véritable musée d'histoire naturelle. La déesse tibétaine Tara, qui occupe tout un pan de mur, veille sur le vieillard assis entre un crocodile empaillé et une carte des tribus indiennes d'Amérique du Nord.

A deux semaines de Noël, le maître de l'ethnologie moderne vient de fêter ses 90 ans. Presque le même jour, à Nancy, dans l'est de la France, on fêtait toujours la Saint-Nicolas. Une coutume qui tenait le haut du pavé avant que le père Noël, venu d'Amérique, ne conquière l'Europe avec son armée de rennes. En réaction à cette invasion, les autorités ecclésiastiques avaient d'ailleurs, en 1951, solennellement brûlé le père Noël sur le parvis de la cathédrale de Dijon. Rite païen, avaient-elles décrété!

Claude Lévi-Strauss hoche la tête: le bonhomme Noël est bel et bien «un rite d'esprit païen», confirme-t-il. «Il s'agit d'un schéma très répandu dans les sociétés humaines où, à certaines périodes critiques de l'année, les morts reviennent sur terre et exigent des vivants un certain nombre de cadeaux destinés à les apaiser et à les renvoyer dans l'au-delà pour qu'ils ne viennent plus troubler les vivants. Dans beaucoup de sociétés humaines, ce sont les enfants qui ont charge de représenter les morts à l'occasion de ces fêtes. Ce sont donc eux qui reçoivent les cadeaux.»

Sous le clinquant des sapins, des bas et des guirlandes, l'homme moderne ne ferait donc rien de plus que son ancêtre de la forêt vierge: payer son tribut aux morts.

«Ce qui est amusant», souligne Lévi-Strauss, c'est que, depuis, est arrivé Halloween. Il n'y a que trois ou quatre ans que cette fête s'est introduite en France. Or elle est une sorte de double de la fête de Noël. Noël et Halloween représentent les deux faces de la même réalité. À l'Halloween, les morts reviennent — c'est d'ailleurs la veille de la Toussaint — sous un aspect méchant, caricatural. Les enfants ont pour rôle d'imposer leur volonté aux adultes, d'exiger qu'on leur donne des cadeaux en allant de maison en maison. À Noël, ce sont non pas les morts revendicatifs mais les morts bienveillants qui font surface. Il n'est pas nécessaire de les apaiser, ils sont là en visite et on les reçoit... en espérant naturellement qu'ils retourneront chez eux au plus vite.»

Claude Lévi-Strauss sait bien que l'arrivée de l'Halloween, comme celle du père Noël 40 ans plus tôt, représente avant tout une opération commerciale. «Mais l'histoire événementielle d'une institution n'est pas la même chose que sa fonction. Si ces rites ne remplissaient pas un rôle, s'ils ne satisfaisaient pas certains besoins, ça ne marcherait pas.»

### Du droit d'être païen

Malgré leurs ordinateurs et leurs téléphones cellulaires, les hommes modernes auraient donc toujours besoin de rites païens? «Heureusement!», s'exclame l'ethnologue. La vie serait extrêmement fade s'il n'y avait pas toutes ces manifestations. Elles sont nécessaires précisément parce que nous sommes des hommes modernes, très rationnels... ou qui prétendent l'être. Il y a quantité de choses très importantes dans l'expérience humaine qui ne passeraient pas si on les enfermait dans un discours rationnel. Elles passent beaucoup mieux sous cette forme imagée, symbolique et irrationnelle que sont les rituels et les fêtes.»

Claude Lévi-Strauss revendique donc le droit d'être païen. «Je veux dire par là le droit de recourir à des images et à des états affectifs pour satisfaire des besoins très profonds que les hommes ne s'avouent pas à eux-mêmes. [...] Je pense qu'au fur et à mesure des besoins, de nouveaux rituels de ce type verront le jour.»

## Lévi-Strauss à la défense de l'identité québécoise

### «Je trouverais navrant que le Québec se fonde dans une sorte de culture moyenne nord-américaine»

CHRISTIAN RIOUX CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS

Que ce soit en Amazonie ou au Canada, l'auteur de *Race et histoire* est toujours aussi combatif dès qu'il s'agit de préserver les identités culturelles. «En particulier dans le cas du Québec, dit-il. Je trouverais navrant que le Québec se fonde dans une sorte de culture moyenne nord-américaine. [...] Une langue, c'est un monument qui est aussi, sinon plus, respectable qu'un monument de pierre. Chaque culture représente un capital de richesse humaine considérable. Chaque peuple a un capital de croyances et d'institutions qui représente dans l'ensemble de l'humanité une expérience irremplaçable.»

«Alors que l'humanité se sent menacée d'uniformisation et de monotonie, elle reprend conscience de l'importance des valeurs différentielles. Nous devrions renoncer complètement à chercher à comprendre ce qu'est l'homme si nous ne reconnaissons pas que des centaines, des milliers de peuples ont inventé des façons originales et différentes d'être humain. Chacune nous apporte une expérience de la condition d'homme différente de la nôtre. Si nous n'essayons pas de la comprendre, nous ne pouvons pas nous comprendre.»

L'intérêt de Claude Lévi-Strauss pour le Québec ne date pas d'hier. Pendant la guerre, Jacques Rousseau, spécialiste des Montagnais et directeur du Jardin botanique de Montréal, l'invita à prononcer des conférences à l'Université Laval, où il eut de nombreux disciples, comme Bernard Saladin d'Anglure, spécialiste des Inuits, Pierre Maranda et Yvan Simonis, qui fut le premier à écrire un livre sur lui. Lévi-Strauss a aussi fait deux voyages en Colombie-Britannique (en 1973 et 1974) qui lui ont permis d'entrer en contact avec des populations autochtones.



Le bonhomme Noël serait un rite d'esprit païen dans lequel les enfants ont charge de remplacer les morts... et de recevoir des cadeaux à leur place!

Avec ses cadeaux pour les enfants et sa guignolée pour les pauvres, Noël est aussi «la fête des étrangers puisque le fait d'être autre est la première image approchée que nous puissions nous faire de la mort». Pour Claude Lévi-Strauss, les cadeaux de Noël sont «un sacrifice véritable à la douceur de vivre, laquelle consiste d'abord à ne pas mourir.»

On sait que les premiers chrétiens ont choisi le 25 décembre pour faire concurrence aux saturnales, ces fêtes annuelles de l'ancienne Rome où les esclaves prenaient la place des maîtres. Le sapin de Noël rappelle de plus les cultes voués aux arbres autrefois très présents dans certaines régions d'Europe.

Dans *Le Père Noël supplicié* (Sables, 1996), Lévi-Strauss évoque des coutumes semblables chez les Indiens du sud-ouest des États-Unis. Celle des katchinas, par exemple, sortes de bonhommes sept heures ou de pères fouteurds autochtones. Les Pueblos racontent que ces êtres mythiques, incarnation d'enfants indigènes noyés dans une rivière à l'époque des migrations, apparaissent chaque année et repartaient en emportant des enfants avec eux. Pour préserver leur progéniture, les Indiens obtinrent que les katchinas restent dans l'au-delà. En échange, ils acceptèrent de les représenter chaque année sous forme de masques et de danses.

Pour Claude Lévi-Strauss, le père Noël «est évidemment lié à d'énormes intérêts commerciaux. La dose de sincérité et de facilité de tout cela est très difficile à déterminer». Mais ce qu'on sait par contre, c'est que les religions traditionnelles ont connu un affaiblissement partout. «Et dans la mesure où il y a un affaiblissement d'un côté, on va chercher un renforcement de l'autre. Ça ne me surprend pas, ça me semble tout simplement naturel.»

### Le mélange des cultures

Le Noël d'aujourd'hui est donc le résultat du brassage de rites différents. Ce mélange est un phénomène bien caractéristique de notre époque. «J'ai toujours dit et écrit que toute civilisation résultait d'un mélange. Maintenant, la question qui se pose est celle de l'intensité et de la rapidité des mélanges. Existe-t-il un optimum d'échange qui ne soit ni trop rapide, ni trop lent? Si les échanges sont trop lents, ils ne produisent pas leurs effets. S'ils sont trop rapides, ils se détruisent peut-être eux-mêmes et perdent leur bénéfice. J'ai le sentiment que le monde d'aujourd'hui, contrairement à ce qu'on croit, souffre d'un excès de communication et non pas d'une insuffisance. Dans un univers où les transports se font à une aussi grande vitesse et où les nouvelles se propagent de façon instantanée, ce qui menace probablement les différentes cultures, c'est qu'elles communiquent trop entre elles, alors qu'un autre danger serait qu'elles ne communiquent pas assez. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, il fallait trois semaines pour qu'un philosophe de Paris reçoive une lettre d'un philosophe de Berlin. Peut-être que ces trois semaines étaient fécondes.»

Claude Lévi-Strauss se demande si cet excès de communication ne crée pas «le risque que les différentes cultures qui entrent en contact trop rapide perdent ce qui constituait leur originalité et leur richesse, que tout ça devienne une sorte de magma informe où on ne retrouvera plus son bien. S'agit-il d'un mouvement définitif ou d'un état provisoire? Je n'en sais rien. Il est certain qu'à l'heure actuelle, beaucoup de différences entre les cultures tendent à s'effriter et à disparaître.»

Mais cela ne veut pas dire qu'il n'en réapparaîtra pas de nouvelles, dit Lévi-Strauss, et que le père Noël ne verra pas un jour sa suprématie contestée.



L'anthropologue français Claude Lévi-Strauss

«Les mouvements autochtones existaient déjà à l'époque où j'y suis allé, mais sous une autre forme. Ils n'avaient pas les conséquences sociales et politiques qu'ils commencent à avoir actuellement. On reconnaît aujourd'hui les droits terri-

toriaux de certains peuples autochtones. De mon temps, on n'y aurait pas songé.»

Claude Lévi-Strauss est néanmoins surpris des capacités d'adaptation de certaines populations. «Quand j'ai connu les Nambikwaras du Brésil central, ils étaient peut-être 2000, alors que 20 ou 30 ans plus tôt, ils étaient 20 000. On pouvait se dire qu'à cette vitesse, il n'y en aurait plus dans dix ans. Eh bien, les Nambikwaras existent toujours. Au milieu de leur territoire, il y a aujourd'hui une ville d'au moins 60 000 habitants. Il se forme alors des conditions d'existence hybrides. [...] J'ai appris qu'une autre population indigène du Brésil avait créé son site Internet. Les sociétés humaines ont des capacités de résistance extraordinaires quand on ne les détruit pas physiquement, bien sûr.»

En fait, le fondateur du structuralisme a toujours été un passionné d'Amérique. C'est en lisant des ouvrages nord-américains, en particulier l'anthropologue Robert Lowie, qu'il a découvert l'ethnologie. «Parce que je lisais des gens qui parlaient de ce qu'ils avaient vraiment vu, qui n'étaient donc pas des théoriciens mais qui étaient allés sur place. C'était évidemment plus facile en Amérique du Nord qu'en Europe.»

Et puis, dit-il, «les États-Unis m'ont sauvé la vie après la guerre en me permettant d'y vivre. En France, j'avais toutes les chances de finir dans un camp de concentration ou d'extermination. C'est aux États-Unis que j'ai appris tout ce que je sais de l'ethnologie. Je passais mes journées dans les bibliothèques publiques. Je lisais du matin au soir [...] Je me sens le produit autant de la tradition américaine que de la tradition française. Elles se sont certainement mêlées dans ma pensée.»

Mais où le savant a-t-il pêché ce goût pour l'exotisme et cette passion des cultures? «Je n'en sais rien, dit-il candide. Je n'ai jamais été psychanalysé. Je ne suis donc pas très informé sur... moi-même.»

## Le Q.G. du père Noël est inondé de courrier

ROBERT KOCH AGENCE FRANCE-PRESSE

Korvantunturi, Finlande — A quelques jours de la fête de la Nativité, le père Noël a reçu plus de 750 000 lettres du monde entier à son quartier général lapon de Korvantunturi (extrême nord de la Finlande), selon son secrétariat particulier.

Les envois, en augmentation de 7 % par rapport à l'an dernier, sont en train d'être dépouillés par ses onze assistants, lutins et farfadets, et ils devraient recevoir chacun une réponse estampillée d'une marque postale spéciale. L'an dernier, seulement 700 000

lettres avaient été reçues en provenance de 157 pays, a ajouté le secrétariat.

Comme chaque année, le secrétariat du joulupukki («père Noël» en finnois) fera parvenir contre 20 marks finlandais (6,30 \$) une lettre à n'importe quel enfant dans le monde. Polyglottes, les assistants sont à même de la rédiger en huit langues au choix, dont le français, l'anglais et l'espagnol.

Avant d'entreprendre sa grande tournée annuelle, le père Noël partage activement son temps entre Korvantunturi, son atelier de Santa Claus Village à Rovaniemi, en Finlande, une petite ville de 30 000 habitants située près du cercle polaire. Il a également prévu de

se rendre au Santa Land, un parc de Noël ouvert à Mora, en Suède, à quelque 400 kilomètres au nord de Stockholm, où il est mieux connu sous le nom de Jultomten.

Que ce soit en Finlande, en Suède, en Norvège ou au Danemark, le père Noël veillera avec le même soin jaloux à la confection des julkalppar, les cadeaux qui, selon la tradition nordique, seront accompagnés d'une dédicace ironique pour leur destinataire.

Il supervisera également la préparation des menus de Noël qui, fait remarquer Johanna Maekelae, chercheur finlandais spécialisé dans la sociologie de l'alimentation, sert, dans les pays nor-

diques, à maintenir les relations familiales, notamment en y associant les enfants. En bons Européens, les Finlandais mettront sur leur table le stollen, gâteau d'origine allemande, ou la bûche, venue de France, mais sans oublier d'aller aussi au sauna. Selon une récente enquête, 70 % des Finlandais, soit trois millions de personnes, sacrifient à la suée traditionnelle de la veille de Noël.

Également très attachés à leur héritage culinaire, les Suédois pareront leur table de *Janssons frestelse*, une sorte de gratin d'anchois, et de *lutisk*, colin séché et trempé pendant plusieurs semaines dans de l'eau et de la lessive de soude pour amollir sa chair...

**Jacques Keable**  
Le monde selon  
**Marcel Pepin**

Le portrait d'un homme courageux, dont le nom est associé au mouvement ouvrier et plus particulièrement à la CSN, et qui a passé une bonne partie de sa vie au service des mal pris de la société. Un homme d'une extraordinaire fidélité à lui-même et à son idéal.

LANCÔT  
ÉDITEUR

Pour un Noël engagé

340 PAGES • 16 pages photos  
22,95 \$

LES ACTUALITÉS

Advenant un référendum au Québec

# Chrétien exige toujours une question «sur la sécession»

Le premier ministre Jean Chrétien a complété hier son marathon d'entrevues de fin d'année. Mais que ce soit sur les ondes des réseaux anglais et français de Radio-Canada, de TVA, de Global ou de CTV, il a dû commenter les résultats électoraux au Québec et lever le voile sur ses intentions advenant un autre référendum.

MANON CORNELLIER  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le gouvernement fédéral ne se tiendra pas à l'écart d'une campagne référendaire sur la souveraineté, et ce, peu importe la question. Par contre, Ottawa ne se sentira nullement tenu de reconnaître les résultats et de négocier sur la base d'une question portant sur autre chose que la sécession, a indiqué le premier ministre Jean Chrétien, hier, sur les ondes de Radio-Canada.

A Bernard Derome qui lui demandait s'il accepterait une question faisant référence à la notion de partenariat, il a répondu par un non catégorique. «Parce que ce n'est pas une question sur la sécession», a-t-il ajouté en s'appuyant sur le jugement de la Cour suprême rendu cette année.

«[Les juges] ont dit qu'il faut une question claire sur la sécession, pas une question ambiguë d'une espèce d'union un peu floue, de souveraineté-association [...]. Ensuite, ils ont dit: "avec une majorité claire" et, troisièmement, ils ont dit que personne ne peut garantir à une province qu'à la fin d'une négociation, les frontières de cette province seront les mêmes», a-t-il résumé.

Il ne nie pas au gouvernement du Québec le droit de faire un référendum sur la question de son choix mais il prévient qu'il n'y en a qu'une qui mènera à la table de négociations advenant la victoire du OUI.

«Ils peuvent avoir un référendum sur le partenariat mais ça ne mène pas à la sécession. [...] On peut participer pareil, mais ça ne veut pas dire qu'il y aurait une négociation parce que la Cour suprême est claire là-dessus. [...] Pour se séparer, il faut le consentement du reste du Canada en amendant la Constitution canadienne sur une question claire sur la sécession. Alors, allons-y pour une sécession. On ne déviara pas de la Cour suprême, évidemment», a-t-il poursuivi.

Il ne juge donc pas nécessaire de profiter de l'accalmie actuelle pour présenter un projet de loi précisant ce qu'il entend par une question et un résultat clairs, a-t-il indiqué sur les ondes de CBC. De toute façon, il estime que «les règles sont inscrites dans le jugement de la Cour suprême».

De plus, il ne prévoit pas la tenue d'un nouveau référendum, du moins pas à court terme, étant donné le résultat des élections québécoises. A Radio-Canada, il a d'ailleurs qualifié l'issue du scrutin de «jugement collectif habile» qui équivaut à dire: «On garde le gouvernement mais ne venez pas nous embêter avec un référendum.» Il a toutefois reconnu en anglais que le mouvement souverainiste était là pour rester.



Jean Chrétien

## Union sociale et APEC

M. Chrétien n'a pu éviter, dans ce contexte, d'aborder le dossier de l'union sociale. Il a répété que la négociation se poursuivait tout en refusant d'étayer sa propre position. Il a toutefois répété qu'il tenait au pouvoir fédéral d'aider directement les citoyens.

En matière de santé, il promet toujours d'injecter des fonds, sans dire combien. Chose certaine, il n'entend pas confier cet argent aux provinces sans obtenir la garantie qu'elles l'investissent dans la santé.

Son ministre de la Santé, Allan Rock, discute avec ses homologues provinciaux et leur a fait parvenir un document à ce sujet, a-t-il dit à TVA. «Les ministres se parlent à ce moment-ci pour avoir le cadre pour qu'on puisse le faire», a-t-il ajouté.

La controverse entourant le sommet de l'APEC, l'an dernier à Vancouver, a poursuivi sur le plateau des cinq réseaux de télévision auxquels il a accordé des entrevues de fin d'année. Pour sa part, il estime n'avoir rien à se reprocher et ne voit pas pourquoi il devrait témoigner.

«Il faut qu'il y ait une raison pour me demander d'aller [devant la commission d'enquête]. Il n'y en a pas, je n'ai rien fait», a-t-il indiqué sur les ondes de TVA. Là comme ailleurs, il a répété qu'il avait d'autres chats à fouetter puisqu'il agissait comme hôte de la rencontre. Il n'a «pas du tout» tenté d'influencer l'organisation de la sécurité lors du sommet, a-t-il dit à quelques reprises. «Le travail de la police était le dernier de mes soucis.»

M. Chrétien a noté en riant qu'en se concentrant sur cette affaire et sur lui, l'opposition avait rendu la tâche facile à ses ministres. Il a reconnu à mots couverts que son gouvernement aurait pu, sinon, se faire égratigner sur des dossiers comme l'équité salariale, l'utilisation des futurs surplus budgétaires, les questions de santé, et ainsi de suite.

Il a reconnu que l'ancien Solliciteur général Andy Scott y a goûté. Il a regretté sa démission sur les ondes de CBC mais s'en est servi pour faire une pointe d'humour sur celles de Global. «Mes collègues riaient et me disaient: "Merci beaucoup! Vous prenez tous les coups et nous sommes débarrassés de Scott ["Scott free"]", a-t-il lancé.

Fait révélateur, le premier ministre n'a pu dire ce que sont ses prochains objectifs politiques, ce que soit au pays ou au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, ou le Canada siègera à partir de janvier. Chaque fois, il a préféré faire le bilan des actions de son gouvernement et souhaité continuer sur cette lancée pour s'assurer que le Canada demeure «le meilleur pays au monde».

Ce genre de visionnement de presse permet d'entendre des choses que les auditeurs n'ont pas la chance de capter, comme les confidences faites durant les pauses commerciales. On a ainsi appris que M. Chrétien voulait diriger une autre mission d'Équipe Canada en 1999. «Le problème est de savoir où aller», a-t-il confié à ses hôtes de CTV.

## Rejets phosphatés

# Bégin proposera de nouvelles normes

LOUIS-GILLES  
FRANCEUR  
LE DEVOIR

Le ministre de l'Environnement, Paul Bégin, a annoncé hier qu'il soumettra au conseil des ministres «dici quelques semaines» un projet de règlement visant à imposer de nouvelles normes d'épandage sur l'azote et le phosphore.

Cette proposition, si elle est adoptée, modifiera le règlement sur la réduction de la pollution animale dans le sens du rapport d'un groupe de travail qui a exploré diverses solutions au cours de la dernière année en vue de la mise au point d'une norme sur les rejets phosphatés.

Le Devoir révélait il y a trois jours que le rapport du groupe technique mandaté pour faire le point sur la situation des rejets de phosphore au Québec avait établi que les apports annuels dépassaient de 70 % les besoins totaux de l'ensemble des cultures de la province. Les seuls épandages de fumiers et lisiers, qui libèrent annuellement dans les champs 75 000 tonnes de phosphore, rencontrent presque totalement les besoins des plantes, évalués à 78 000 tonnes. Les agriculteurs ajoutent actuellement 59 000 tonnes de phosphore sous forme d'engrais minéraux chaque année. Le Devoir ajoutait que les difficultés d'application d'une éventuelle norme sur le phosphore étaient telles qu'on songeait au ministère à abandonner l'idée d'une norme opérationnelle dans un proche avenir, ce que le ministre dit avoir voulu «corriger» par son annonce d'hier.

Les modifications envisagées, a précisé M. Bégin, comporteront la mise en place de «seuils maximaux qui limiteront progressivement la fertilisation se-

lon un échéancier de mise en application», précise son communiqué.

Le ministre a ajouté que la «majorité» des producteurs agricoles «bénéficieront ainsi de délais leur permettant d'adapter leurs équipements et leurs modes d'élevage aux nouvelles normes et leur permettant d'être mieux en mesure de gérer les surplus qui pourraient résulter de ces normes».

M. Bégin a cependant précisé que les nouvelles exploitations agricoles devront se conformer à un échéancier d'implantation des nouvelles normes dès la promulgation de ces dernières.

Finalement, le ministre de l'Environnement a annoncé, conformément à la recommandation du groupe de travail, que son ministère validera au cours des cinq prochaines années «un modèle qui permet d'ajuster les doses de fertilisants selon les risques de contamination de l'eau».

Le groupe de travail a ouvert la porte à un abandon du principe défendu jusqu'ici par l'Environnement, à savoir que les apports de fertilisants ne doivent pas dépasser les besoins des plantes de façon à ce qu'il n'y ait plus d'excédents qui s'écoulent vers les cours d'eau.

Le groupe d'experts a proposé une solution beaucoup plus libérale pour les agriculteurs en ce sens qu'elle ajustera les quantités de fertilisants épandues au risque qui en découle de polluer les cours d'eau. Comme ce risque sera moins grand lorsque le débit d'un cours d'eau sera fort, la formule permettra des épandages plus intenses en misant sur la capacité de dilution des cours d'eau. La Loi de l'environnement a interdit dès son adoption d'utiliser la dilution comme solution environnementale au profit d'une élimination des contaminants à leur source...

## EN BREF

### Minicentrale pour les usines de filtration?

(PC) — Deux usines de filtration de Montréal pourraient bien être dotées de leur propre minicentrale de 50 mégawatts, a rapporté hier Radio-Canada. Le directeur des usines, Michel Gagné, a estimé le coût d'un tel projet à près de 50 millions. Bien que leur alimentation soit déjà assurée par une ligne additionnelle destinée à prendre le relais en cas de panne du réseau local, la direction des usines estime qu'on peut faire mieux. Pendant la tempête de pluie verglaçante de janvier 1998, les deux usines de filtration de Montréal avaient été privées d'électricité et il s'en était fallu de peu pour que cela ne provoque une pénurie d'eau potable. Selon Radio-Canada, la Ville de Montréal aurait entrepris des discussions avec Hydro-Québec, GEC Alstom et Rolls-Royce à qui elle serait prête à céder un terrain pour l'installation d'une minicentrale privée contre l'engagement à alimenter prioritairement les usines de filtration en cas de panne majeure.

### Enquête publique

Québec (PC) — Le coroner en chef du Québec, Pierre Morin, a ordonné une enquête publique sur les circonstances entourant l'écrasement d'un avion d'Air Satellite à Pointe-à-la-Paix, près de Baie-Comeau, le 7 décembre dernier. Sept personnes ont perdu la vie lors de cet accident. Le bimoteur a plongé dans le Saint-Laurent peu après avoir décollé de l'aéroport de Pointe-à-la-Paix. Trois personnes, dont le pilote, ont survécu à l'accident mais ont subi des blessures importantes.

### Pierre Lambert Les anciennes diligences du Québec Le transport en voiture publique au XIX<sup>e</sup> siècle



Chacun connaît les diligences du Far West ou les belles voitures qui transportaient les Européens, mais sait-on que le Québec aussi a connu son époque des diligences?

10 ans d'histoire au SEPTENTRION www.septentrion.qc.ca

Profitez de rabais mur à mur!



# GRANDSOLDE D'APRÈS NOËL

Nos prix sont imbattables! Comparez, vous serez convaincu!

## Literie

## Édredons de duvet

Le plus grand choix de literie et accessoires AUX PLUS BAS PRIX GARANTIS!

Wamsutta CANNON SHEFTEX Dan River Lawrence Springmaid MARIEX Fieldcrest

Ensemble de draps en percale 200 fils au pouce carré  
Simple 16<sup>95</sup>  
Double 24<sup>95</sup>  
Grand 34<sup>95</sup>  
Très grand 49<sup>95</sup>



Ensemble de draps en super percale 200 fils au pouce carré  
Simple 24<sup>95</sup>  
Double 34<sup>95</sup>  
Grand 44<sup>95</sup>  
Très grand 59<sup>95</sup>



Couvre-matelas «Easy fit» - simple 9<sup>95</sup>



Oreiller SIMMONS Beautyrest 7<sup>95</sup>

Oreiller de duvet blanc 24<sup>95</sup>

Taies d'oreiller en super percale 200 fils au pouce carré Assortiment d'imprimés légères imperfections paire 2<sup>95</sup>



Douillettes réversibles Simple, double, grand Toutes grandeurs 29<sup>95</sup>



Le plus grand choix d'édredons de duvet et accessoires AUX PLUS BAS PRIX GARANTIS!



Édredons de duvet d'oise blanche Construction en cloisons 12 po  
Simple 79<sup>95</sup>  
Double 99<sup>95</sup>  
Grand 109<sup>95</sup>  
Très grand 149<sup>95</sup>

## Bain

### CANNON

### MARIEX

### STEVENS

### Fieldcrest

### MARIEX

Serviettes Excalibur

Bain 6<sup>95</sup>

Essuie-main 4<sup>95</sup>

Débarbouillette 2<sup>95</sup>

Descentes de bain 5<sup>95</sup>

Débarbouillettes 99<sup>95</sup>

Essuie-mains 1<sup>95</sup>

Sièges rembourrés 9<sup>95</sup>

Sorties de bain en ratine 39<sup>95</sup>

Rideaux de douche en plastique variés 4<sup>95</sup>

## Parures de fenêtres

### Levolor<sup>®</sup> Holican

### HunterDouglas

Jusqu'à 60 % de rabais sur le prix suggéré!  
Service à domicile GRATUIT  
331-5260

## Couverts

### Pearle

Ens. de 20 morceaux  
Coutellerie inox. 18/8  
prix sugg. 60<sup>95</sup>  
Notre prix 29<sup>95</sup>



## Table

Nappes 3M Scotchgard  
Choix de couleurs  
52 po x 70 po et 60 po x 84 po  
Notre prix 9<sup>95</sup>



Napperons en tissu de 99<sup>95</sup>

## Batteries de cuisine



TEFAL demeyere  
LE CREUSET  
LAGOSTINA

Économisez 50 % sur les meilleures batteries de cuisine Demeyere et Lagostina.

Ensemble 8 pièces Lagostina Classic Original avec garantie à vie. Acier inoxydable de toute première qualité.

Prix sugg. 400<sup>95</sup> Notre prix 199<sup>95</sup>

## Articles-cadeaux

Économisez 30 %

Cristal Corba d'Italie. Élegance contemporaine du cristal gravé soufflé à la bouche. Plus de 60 modèles uniques.

À partir de 24<sup>95</sup>



Choix de figurines uniques, gracieuses et délicates, offertes au plus bas prix.

Royal Doulton (Angleterre)  
G. Armani (Italie)  
Dear (Italie)  
Lladro (Espagne)



Nos prix sont imbattables! Comparez, vous serez convaincu!



# LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON LINEN CHEST

Centre Rockland 341-7810

Place Portobello Brossard 671-2202

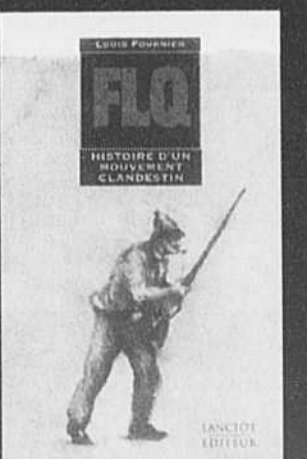
Les Galeries Laval 681-9090

Les Promenades de la Cathédrale 282-9525

Les plus bas prix garantis!

## Louis FOURNIER FLQ / histoire d'un mouvement clandestin

L'ouvrage le plus complet, le premier grand livre de référence sur l'histoire du Front de libération du Québec et sur dix années de violence politique. Une nouvelle édition revue et augmentée.



534 PAGES • 19,95 \$

LANCOT ÉDITEUR



Pour un Noël engagé

## • LES ACTUALITÉS •

Pierre Vallières (1938-1998)

# «Je défends la liberté»

JEAN DION  
LE DEVOIR

**P**ierre Vallières, écrivain, journaliste et militant indépendantiste de la première heure, est décédé hier soir d'une défaillance cardiaque. Il était âgé de 60 ans et aux prises avec la maladie depuis plusieurs années.

Déjà, à la fin des années 1980 puis en 1992, il avait dû être hospitalisé pour des problèmes cardiaques. Il avait aussi subi un arrêt cardio-respiratoire en mars 1997, qui l'avait laissé dans le coma pendant plusieurs jours et dont il ne s'était jamais véritablement remis. La semaine dernière, il faisait un autre infarctus.

Encore aujourd'hui, le défenseur d'innombrables causes reste d'abord et avant tout, pour bien des gens, l'auteur de *Nègres blancs d'Amérique*, l'un des ouvrages les plus controversés du Québec moderne. Toute sa vie aura été marquée par l'indignation et la volonté de résistance au nom de la dignité humaine.

Né à Montréal en février 1938, Pierre Vallières a grandi dans un contexte familial qui préfigurait la pluralité de ses alliances successives. Son père, ouvrier, cherchait à améliorer son existence par l'engagement social, alors que sa mère, fervente catholique, lui inculquait plutôt une vision déterministe des choses.

Après des études qu'il quitte tôt, il travaille d'abord dans une librairie tout en écrivant des articles dans *Le Devoir* et *Cité libre*, entre 1957 et 1962. Il passe ensuite une année en France, au retour de laquelle il travaille à *La Presse*, devient directeur de *Cité libre* avant de fonder *Révolution québécoise* et de collaborer à *Parti pris*.

Pendant ces années, il fait une analyse cinglante de la Révolution tranquille, qui n'est pour lui qu'une transformation de surface, un slogan faussement réformateur imaginé par le conservatisme au pouvoir. En 1965, il joint le Front de libération du Québec, ou, socialiste, il adhère aussi à l'idée maîtresse d'un renversement des

structures sociales par le «terrorisme révolutionnaire».

C'est à titre de membre du FLQ qu'en compagnie de Charles Gagnon, Vallières est arrêté en 1966, à New York. En prison là-bas — il est déporté au Canada en 1967 —, il rédige *Nègres blancs d'Amérique*, *Autobiographie précoce d'un «terroriste» québécois*, finalement publié en 1969. Vibrant manifeste anticolonial et anticapitaliste appelant notamment à la lutte armée, *Nègres blancs* se situe dans la mouvance des grands mouvements de libération nationale de l'époque et provoquera une furieuse polémique au Québec. Plusieurs y verront d'ailleurs l'assise de la Crise d'octobre.

De 1966 à 1971, Pierre Vallières passe un total de cinq ans derrière les barreaux; il sera définitivement acquitté en 1973. Ce séjour lui vaudra de modérer ses positions et, même si, dans son livre, il avait affirmé son intention de rester membre du FLQ «jusqu'à la victoire des nègres blancs du Québec sur le capitalisme et l'impérialisme», il déclare en 1971 ne plus croire à la violence et appuyer le Parti québécois. «La lutte électorale à travers lui était la plus efficace pour obtenir du changement» et son objectif personnel le plus important, l'indépendance du Québec.

Au cours des années qui suivent, Vallières se consacre pour l'essentiel à l'écriture. Journaliste au *Devoir*, parti vivre à la campagne au milieu de la décennie 1970, il refait surface en 1977, alors qu'il dénonce maintenant le PQ, nouvellement arrivé au pouvoir et plus intéressé selon lui à exercer ce pouvoir qu'à faire du Québec un pays.

A peu près au même moment, il publie *Un Québec impossible*, où il fait notamment ressortir l'incompatibilité de vues entre les élites péquistes et les militants indépendantistes. En tout, cinq essais paraissent entre 1977 et 1980, dont *L'Exécution de*

*Pierre Laporte*, où l'auteur donne son point de vue sur ce qui s'est réellement passé lors de la Crise d'octobre. Pendant plusieurs années, Vallières avait d'ailleurs réclamé haut et fort la tenue d'une enquête publique sur les événements d'octobre 1970, dont il affirmera plus tard qu'ils avaient relevé d'une vaste machination policière.

Toujours à la fin des années 1970, il milite pour la cause homosexuelle. De la même manière, il tend à trouver ses attaches dans les mouvements féministes, écologistes et anti-nucléaires, dans l'internationalisme aussi. En 1979, dans une nouvelle préface à *Nègres blancs*, il se dit plutôt désenchanté du socialisme. Quelques mois avant le référendum de 1980, Pier-

re Vallières annonce qu'il y prône l'abstention. «Je ne veux pas faire le jeu d'un étapisme qui, selon moi, ne conduit pas à l'indépendance du Québec mais tout au plus à la négociation d'un fédéralisme renouvelé», dit-il dans une entrevue. «Voter OUI à un processus de dialogue figé dans le ciment depuis 20 ans serait imbécile», ajoute-t-il dans une autre. A ce moment, il prédit une défaite du PQ lors des élections subséquentes, puis sa disparition à court terme.

Où se situe-t-il sur le spectre politique? «Je suis Pierre Vallières. Je suis un autodidacte, je n'ai pas de diplôme universitaire, je ne défends aucune théorie contre une autre, je ne prône aucun système. Je défends la liberté», dit-il en mars 1980.

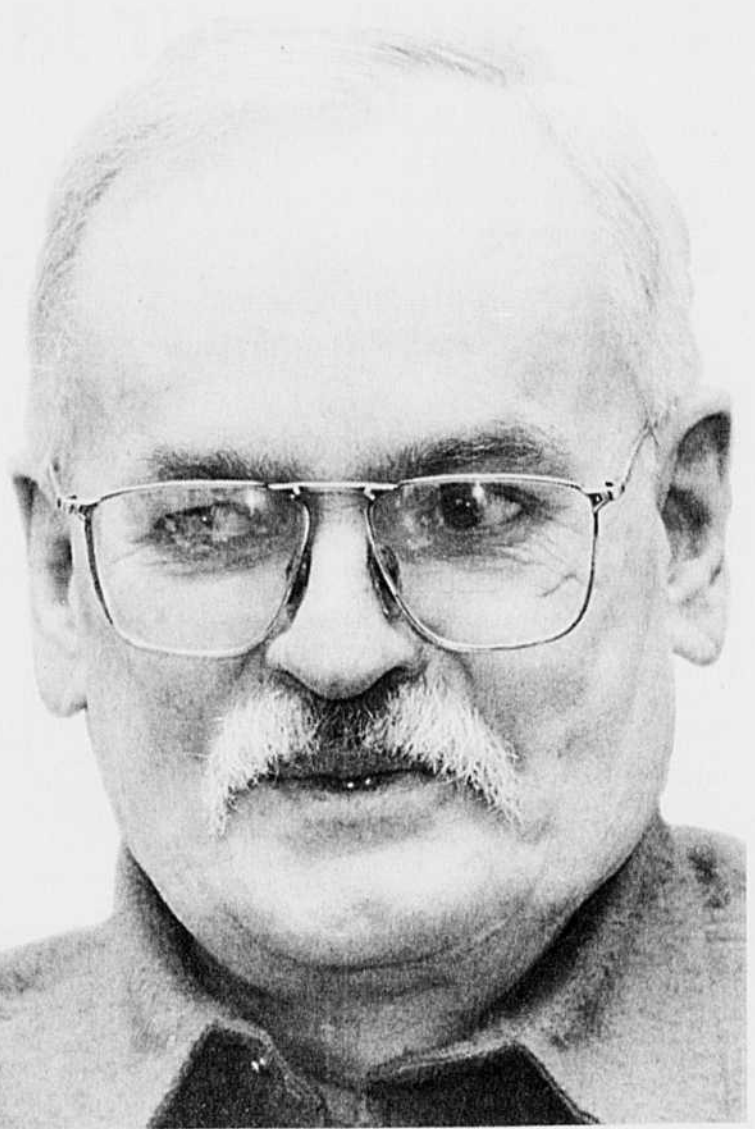
Durant les années 1980, la maladie le frappe — il souffre d'artériosclérose. La fibre militante l'abandonne, bien qu'il continue à être révolté. «Rien n'a changé. Je continue à être hors cadre, hors circuit, en marge, c'est ma seule constante», raconte-t-il dans une interview au *Devoir* en 1984.

A cette époque, Pierre Vallières se rapproche d'une communauté franciscaine. La religion qu'il avait naguère rejetée est revenue à lui, et il fait d'ailleurs un parallèle entre les idéaux religieux et politiques. Le Christ, dit-il alors, «c'est l'intuition que la vie n'est pas absurde. A travers toutes les crucifixions collectives et personnelles, il y a un espoir.»

Dès lors en semi-retraite, ayant toujours refusé la richesse matérielle, Pierre Vallières n'en a pas moins continué d'intervenir dans le débat public, occupant un temps la rédaction en chef de *Vie ouvrière*, publiant entre autres *Les Héritiers de Papineau* et *Le Devoir de résistance* et faisant l'objet d'un film, *La Liberté en colère*. Il s'est également voué à la défense des droits des autochtones — notamment lors de la crise d'Oka — et, plus récemment, à la cause de l'indépendance de la Bosnie, où il a séjourné pendant trois mois en 1995 et dont il était revenu très affaibli.

De loin en loin, dans les médias, il a également pris la plume pour attaquer l'économisme et le néolibéralisme à tout crin et défendre l'idée qui lui était la plus chère, celle de la liberté.

De notre deuxième édition d'hier



## Pierre Vallières, un être «de courage, de lutte et de grand humanisme»

Collègues et amis se souviennent

Pierre Vallières est décédé mardi soir d'une défaillance cardiaque après avoir longtemps combattu la maladie. Une cérémonie religieuse en son honneur aura lieu le 8 janvier prochain. Différentes personnalités du Québec se sont souvenues hier de cet indépendantiste de la première heure.

BRIAN MYLES  
LE DEVOIR

Le départ de Pierre Vallières, l'écrivain, le journaliste et le militant indépendantiste, n'est pas passé inaperçu. Des collègues et amis se souvenaient hier de Pierre Vallières, l'homme, l'éternel défenseur d'un certain idéal de la liberté.

Charles Gagnon, pionnier du Front de libération du Québec (FLQ) avec Pierre Vallières, se souvient d'un être «de courage, de lutte et de grand humanisme».

Pierre Vallières fut tout à tour membre du FLQ, militant indépendantiste, défenseur des droits des autochtones — surtout lors de la crise d'Oka — et solidaire de la cause des indépendantistes bosniaques. C'est un homme qui a refusé de s'enfermer dans les dogmes. Il a ainsi adhéré aux

idéaux socialistes du FLQ vers 1965 pour ensuite appuyer le Parti québécois vers 1971 et, enfin, s'abstenir de prendre position pour le référendum de 1980.

A l'époque où M. Vallières accorde son appui au PQ, Charles Gagnon choisit plutôt le marxisme-léninisme. Les deux prendront des chemins séparés jusqu'à ce que Pierre Vallières s'éteigne, à l'âge de 60 ans. «On n'était pas des ennemis personnels; on était dans des voies différentes», précise M. Gagnon, qui a renoué avec Pierre Vallières en 1994 pour le tournage du documentaire *La Liberté en colère*. «On n'a pas nécessairement résolu nos différends antérieurs, se rappelle Charles Gagnon, mais il reste qu'on avait un rêve commun qui ne s'était pas perdu au fil des ans, celui d'un Québec plus juste, qui donne sa place à tous les citoyens.»

Suivre sa conscience

C'est ce Pierre Vallières soucieux de l'équité sociale qu'a connu au début des années 90 François Saillant, coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). «Durant toute sa vie, Pierre a conservé les mêmes convictions, les mêmes valeurs profondes, la même haine pour l'injustice sous toutes ses formes», dit-il.

«C'est l'exemple du militant révolutionnaire non dogmatique qui cherche beaucoup, renchérit l'éditeur Jacques Lanctôt, réfléchissant sur les différentes positions prises par Pierre Vallières sur le spectre politique. Il est allé à gauche, un peu plus au centre, il est revenu vers la gauche. Il était conscient que la vie n'était pas un chemin droit. [...] Disons qu'il suivait davantage sa conscience. Les événements se chargeaient de façonner sa vie.»

A titre d'éditeur, M. Lanctôt a publié le dernier ouvrage de Pierre Vallières, *Le Devoir de résistance*. Ce livre, et l'in-

contournable *Nègres blancs d'Amérique*, publié en 1968 aux éditions Parti pris, restent «ses testaments», estime Jacques Lanctôt. Jadis membre du FLQ, M. Lanctôt a fait partie de la cellule qui avait à la diplomate britannique James Cross.

«C'est l'exemple du militant révolutionnaire non dogmatique qui cherche beaucoup, dit Jacques Lanctôt

«J'avais essayé de faire lire à James Cross, pendant sa captivité, *Nègres blancs d'Amérique*, pour qu'il comprenne, se rappelle-t-il. Ce livre va rester comme un classique des années 60.»

Auteur de l'ouvrage par excellence pour comprendre la Crise d'octobre, Louis Fournier se rappelle de Pierre Vallières comme d'un grand théoricien et un bonhomme tellement flyé. «Mais si on regarde le chemin qu'on a fait depuis 30 ans, c'est grâce à des gens excessifs comme lui. [...] Il mettait toujours les causes en avant.»

Un contemplatif

C'est au *Devoir*, au début des années 70, que Pierre Vallières a été embauché à titre de chef de pupitre par Claude Ryan. Jean-Claude Leclerc reconnaissait en Pierre Vallières, son collègue, «un homme assez attachant, sensible, fragile même, curieux et ouvert».

M. Leclerc, qui fut journaliste et éditorialiste au *Devoir*, se montre cependant plus sévère au sujet de *Nègres blancs d'Amérique* — *Autobiographie précoce d'un «terroriste» québécois*, ouvrage anticolonial et anticapitaliste appelant à la lutte armée. «Vallières n'était pas un si grand intellectuel que ça», estime Jean-Claude Leclerc, qui lui reproche d'avoir oublié que le Québec faisait partie de l'Amérique du Nord. «Comme d'autres de sa génération, il était influencé par ce qui se passait en Europe et dans les pays du Tiers-Monde, où les révolutionnaires s'agitaient, et il a fait un transfert de concept, explique M. Leclerc. Il apporte des matériaux intéressants comme sociologue pour comprendre l'état d'esprit du Québec de la fin des années 50, début des années 60. Mais comme analyste politique, il est loin d'être original.»

Après un séjour au *Devoir*, Pierre Vallières s'en va couvrir au quotidien *Le Jour*. Vers le début des années 90, il collabore à la revue *Vie ouvrière*, aujourd'hui *Recto Verso*. Jean Robitaille, rédacteur en chef, s'est lié d'amitié avec lui. «On faisait partie de la même communauté chrétienne, Au pied du courant», dit-il.

M. Robitaille souligne que Pierre Vallières accordait une place importante à la spiritualité dans les dernières années de sa vie. «C'était un activiste, mais en même temps un grand contemplatif. Il contemplait le monde, assumait un peu de la souffrance du monde.»

«Même s'il n'a pas toujours réussi à mener des luttes gagnantes, il les prenait parce qu'il le jugeait important, ajoute M. Robitaille. Il ne pouvait accepter l'injustice, il ne pouvait accepter que l'argent mène le monde, que des gens soient exclus ou qu'il y ait des inégalités. C'est ce combat contre la fatalité qu'il a voulu faire.»

La cérémonie à la mémoire de Pierre Vallières aura lieu le 8 janvier à 19h à l'église Saint-Pierre-Apôtre.

## Georges Dor Les qui qui et les que que ou le français torturé à la télé

Après *Anne braillé ène shot* (Elle a beaucoup pleuré) et *Ta mé tu là ?* (Ta mère est-elle là?), un troisième et dernier essai sur le langage parlé des Québécois, avec 500 exemples de fautes grossières.

LANCTÔT  
ÉDITEUR Pour un Noël engagé



150 PAGES • 14,95 \$



Trente-trois millions de fois merci.

Merci à vous, donateurs, de votre grande générosité.

Merci à vous, bénévoles, de votre aide précieuse.

Grâce à vous, Centraide a recueilli 33 046 858 \$.

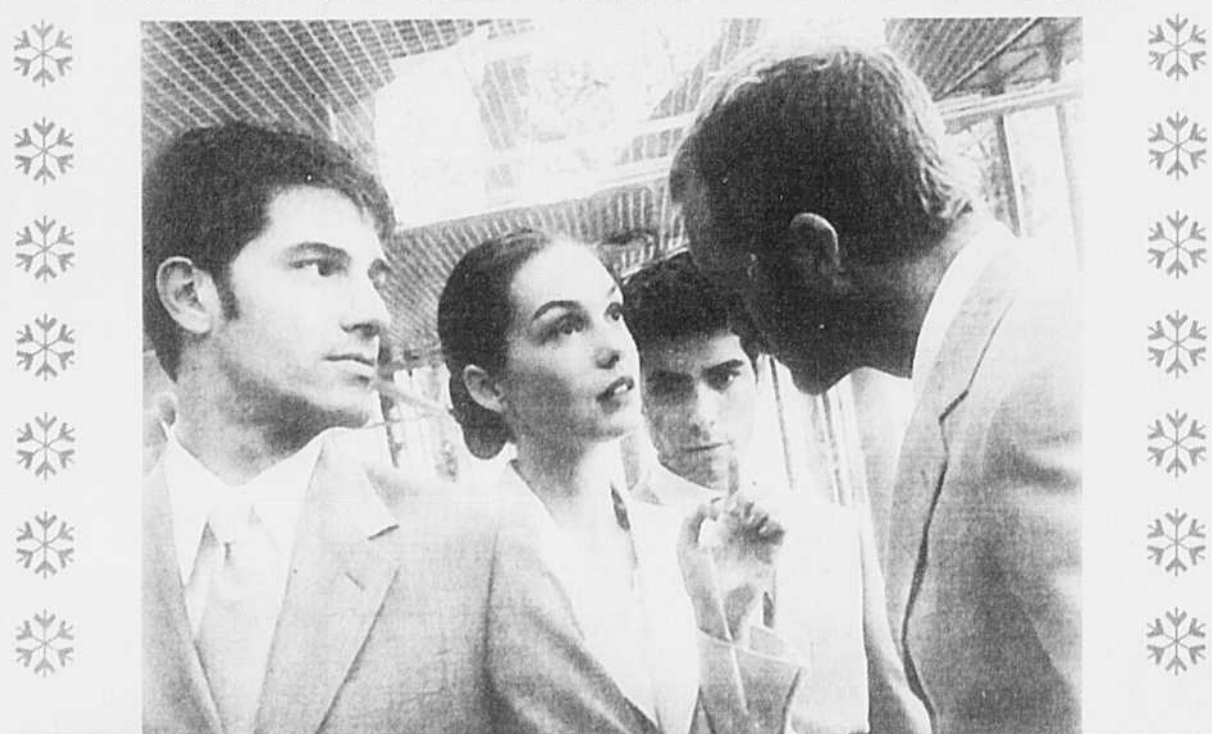
Cette somme sera distribuée à des centaines d'organismes du Grand Montréal qui soutiennent plus de 500 000 personnes dans le besoin.

Encore une fois merci d'avoir prêté main-forte.



**Centraide**  
du Grand Montréal  
LE DON DE CHANGER LES CHOSES

## Nous vous souhaitons un joyeux Noël et une bonne année 1999 à tous



doice  
**Dona**

Pour Elle  
277, av. Laurier O.  
270-6154  
Centre de  
Commerce Mondial  
844-9125

doice  
**GRAND SOLDE APRÈS NOËL**

**60%**  
jusqu'à de rabais

doice  
**Uomo**

Pour Lui  
Centre de  
Commerce Mondial  
281-7999  
5107, av. du Parc (angle Laurier)  
277-7558

# LE DEVOIR

# LE MONDE

PROCHE-ORIENT

## Christmas shopping à Knightsbridge

Chocolats, scones et autres babioles pour autocrates de goût

MARC ROCHE  
LE MONDE

Londres — Le portier de service de Harrods, qui connaît son monde, ne bronche guère quand le client sorti d'une voiture longue, noire, blindée comme un cuirassé, s'engouffre dans le célèbre magasin de Knightsbridge entouré d'une cohorte de gardes du corps. Et pour cause: à l'heure où le général Pinochet est en résidence surveillée en attendant que la Chambre des lords statue à nouveau sur son sort, on ne compte plus les dictateurs et autres autocrates au pouvoir qui font tranquillement leur shopping de fin d'année à Londres.

Des chaussures Church, des chocolats Godiva et des sorties de bain provenant de Harrods pour le président du Zimbabwe, Robert Mugabe. Des chemises Thomas Pink, des draps en coton à 3000 francs pièce et un lit à 50 000 francs pour le chef du gouvernement pakistanais, Nawaz Sharif. Les vitrines riches des joailliers et des designers de mode italiens et américains de Bond Street, quartier plus feutré et plus élégant, pour le président du Mexique. Les Christmas pudding du food hall de Fortnum & Mason pour les pinochetistes, puisque ce paradis du bon goût était le lieu de prédilection de l'ex-président, qui ne manquait jamais de goûter aux scones et autres muffins lors de ses escapades londoniennes. Les tailleurs de Savile Row aux tissus somptueux et aux coupes parfaites enfin, pour les princes saoudiens et les dignitaires du Golfe voulant échapper à la tourmente irakienne. Ces messieurs semblent trouver dans les grands magasins de la capitale ce havre de paix et de volupté qui leur fait si tragiquement défaut chez eux.

Rien de condamnable à première vue dans une ville cosmopolite à la mode, où l'argent coule à flots. Sauf que le Zimbabwe et le Pakistan ont de la démocratie une conception plus que restreinte, que Ernesto Zedillo est confronté aux violations des droits de l'homme dans le Chiapas et à une dette publique considérable. Les sbires de M. Pinochet sont directement responsables de la mort et de la disparition de plus de trois mille personnes. Quant aux lettres de créances diplomatiques de la plupart des familles régnantes du Proche-Orient, elles laissent plutôt à désirer. «Nous ne divulguons jamais l'identité de nos clients ou ce qu'ils nous achètent.» Sur le ton pincé qui sied à pareille institution, le porte-parole de Harrods indique qu'il existe en effet un service spécial, «l'Executive Suite», chargé du shopping personnalisé, «pour clients pressés, que quiconque, s'il en a les moyens, peut utiliser.»

Quant aux concurrents du célèbre magasin, ils font preuve, lorsqu'on leur pose la question similaire, d'un mépris identique pour ceux qui, d'aventure, ne saisiraient pas le sens du mot discrétion... «By Appointment... to Her Majesty»: en levant les yeux sur le fronton de Harrods, le passant peut voir dans le brevet de fournisseur de la Cour attribué à l'établissement des frères Fayed, comme une évocation de la fièvre acheteuse des autocrates à l'époque des fêtes.

EN BREF

## Washington expulse trois diplomates cubains

Washington (AFP) — Le département d'État a annoncé hier l'expulsion pour espionnage de trois diplomates cubains en poste à la mission cubaine auprès de l'ONU. Les trois diplomates «doivent quitter les États-Unis pour activités incompatibles avec leur statut», indique un communiqué du porte-parole du département d'État, James Rubin. Un autre responsable du département d'État a indiqué sous couvert de l'anonymat que cette expression «était un euphémisme pour espionnage». «Deux autres membres de la mission cubaine» également impliqués dans cette affaire «ont déjà quitté le pays», précise le communiqué du département d'État. Cette expulsion est la conséquence d'une enquête ouverte à la suite de l'arrestation le 12 septembre à Miami de dix personnes accusées d'espionnage au profit de Cuba, a précisé le responsable anonyme.

## Turquie: un premier ministre kurde?

Ankara (AFP) — Yalim Erez, ministre de l'Industrie et du Commerce, a été nommé hier premier ministre par le président turc Suleyman Demirel, à quelques mois des législatives prévues pour avril 1999. S'il pouvait former un gouvernement, M. Erez serait le premier premier ministre d'origine kurde de Turquie, étant de la province de Van (Est) qui compte une forte population kurde. Il succède ainsi au chef du Parti de la Gauche démocratique, Bulent Ecevit qui avait annoncé lundi qu'il renonçait à former un gouvernement, ses efforts s'étant soldés par un échec. M. Erez, 54 ans, tentera la tâche ardue, vue la composition fragmentée du Parlement, de former une coalition pour remplacer celle du premier ministre sortant Mesut Yilmaz, qui a été destituée par le Parlement le 25 novembre pour «liens avec la mafia».

## Irak: reprise de l'aide humanitaire

Bagdad (AFP) — Les autorités irakiennes ont annulé hier les vols de l'ONU vers ou en partance de leur pays, alors que le personnel humanitaire de l'organisation internationale a repris ses activités, interrompues par l'opération «Renard du désert». Le secrétaire américain à la Défense William Cohen, en tournée dans le Golfe, a averti l'Irak que Washington pourrait le frapper à nouveau, tout en soulignant que son pays allait réduire ses effectifs militaires dans le Golfe. Les autorités de Bagdad ont empêché l'atterrissage d'un avion qui devait emmener à Bahreïn le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Irak, Prakash Shah. Le sous-secrétaire irakien aux Affaires étrangères a indiqué que son pays avait adopté cette décision «pour garantir la sécurité de l'avion de l'ONU et lui éviter d'être pris entre la chasse américaine et la défense anti-aérienne irakienne». C'est la première fois que les autorités irakiennes refusent l'atterrissage d'un avion de l'ONU en Irak depuis le début des missions en 1991. Le personnel humanitaire, évacué à Amman pendant les frappes militaires, a repris ses activités hier au lendemain de son retour en Irak. Le directeur du programme humanitaire de l'ONU en Irak Benon Sevan a demandé à toutes les agences de l'ONU une «évaluation rapide et détaillée des dégâts et des besoins urgents» liés à ce programme.

## Israël contre le Hezbollah: l'escalade

Nétanyahou menace de riposter aux tirs de roquettes

Plus de vingt roquettes Katioucha tirées depuis le Liban se sont abattues dans la matinée sur le nord d'Israël, après que l'aviation israélienne eut tué par erreur une Libanaise et ses six enfants la veille lors d'un raid dans l'est du Liban. Selon l'armée israélienne, les roquettes ont fait 13 blessés côté israélien.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Kiryat Shmona — Des tirs de roquettes du Hezbollah libanais ont fait 13 blessés hier dans le nord d'Israël et le premier ministre Benjamin Nétanyahou a annoncé que l'Etat hébreu allait riposter. «Cette fois, nous allons riposter», a déclaré M. Nétanyahou lors d'une visite dans la ville frontalière de Kiryat Shmona, principale cible des attaques de la milice intégriste chiite libanaise.

«Israël estime que les attaques du Hezbollah sur Kiryat Shmona et d'autres villages du nord sont graves. Nous ne pouvons pas rester silencieux. Nous répliquerons, le moment venu», a affirmé M. Nétanyahou aux journalistes.

Plus de vingt roquettes Katioucha tirées depuis le Liban se sont abattues dans la matinée sur le nord d'Israël, après que l'aviation israélienne eut tué une Libanaise et ses six enfants la veille lors d'un raid dans l'est du Liban.

Selon l'armée israélienne, les tirs de roquettes ont fait 13 blessés côté israélien, dont un sérieusement touché. Les autres ont été légèrement touchés par des éclats de verre ou étaient en état de choc.

Les habitants du nord d'Israël ont reçu l'ordre de descendre aux abris depuis mardi soir. L'ordre a été maintenu hier.

Le ministre de la Sécurité intérieure, Avigdor Kahalani, a d'ores et déjà préconisé l'escalade en suggérant qu'Israël «bombarde les centrales électriques qui alimentent Beyrouth».

«Il n'est pas concevable que les habitants du nord d'Israël soient contraints de descendre dans les abris, alors que les habitants de Beyrouth continuent à vivre comme si de rien n'était», a affirmé M. Kahalani à la radio militaire.

Trois bâtiments, dont un abritant une banque, ont été touchés de plein fouet à Kiryat Shmona, tandis qu'une ligne à haute tension était endommagée.

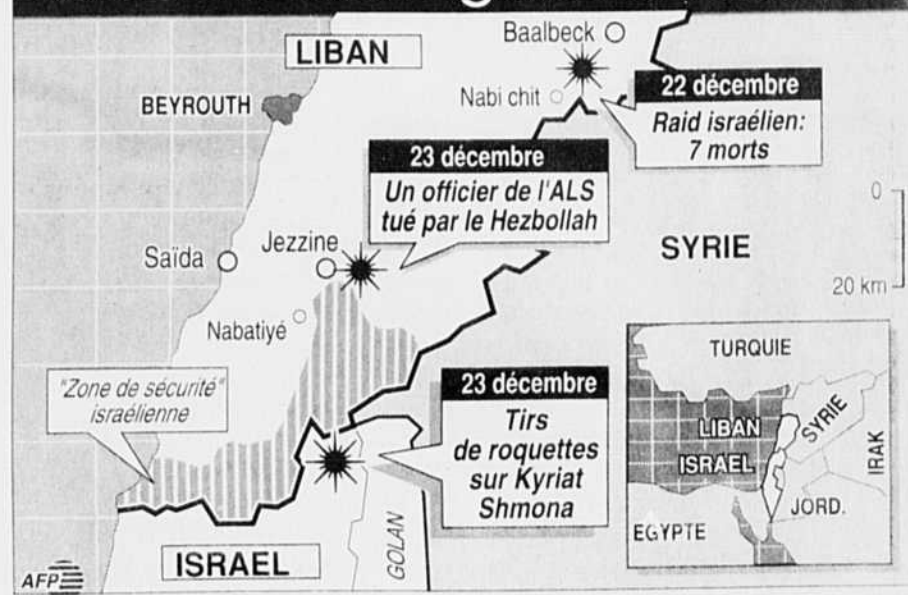
L'attaque à la roquette a fait suite à la mort d'une Libanaise et de ses six enfants dans un raid israélien mené mardi près de Baalbeck, dans l'est du Liban.

Les responsables de l'armée israélienne ont affirmé qu'il s'agissait d'une «erreur» et présenté leurs excuses. Le président du parlement israélien, Dan Tikhon, a également présenté ses excuses hier.

### Enquête ouverte

«Deux des bombes que nous avons utilisées sont tombées par erreur à trois ou quatre cents mètres de la cible qui était visée», a indiqué un officier de l'armée de l'air à la radio militaire. «Nous avons ouvert une enquête pour déterminer les rai-

## Israël-Liban: regain de tension



sons de cette erreur qui a eu de tragiques conséquences», a ajouté cet officier.

Le gouvernement libanais a affirmé que ce raid meurtrier constituait une violation des accords de cessez-le-feu d'avril 1996, en vertu desquels les belligérants au Liban-Sud se sont engagés à épargner les civils des deux côtés de la frontière libano-israélienne.

Beyrouth a décidé de porter plainte auprès du comité de surveillance du cessez-le-feu, qui comprend des représentants des États-Unis, de France,

de Syrie, du Liban et d'Israël.

Mais Israël a estimé qu'il y avait une différence entre «erreur» tragique commise mardi par son armée et les représailles du Hezbollah hier qui ont délibérément visé des civils.

«Il faut faire la différence entre une erreur fatale, qui a entraîné la mort d'innocents [...] et la décision du Hezbollah de viser intentionnellement des enfants à l'heure où ils se rendaient à l'école», a affirmé le ministre de la Défense, Yitzhak Mordechai.

## Coup dur pour Tony Blair

# Deux ministres, dont le gourou du «New Labour», démissionnent

AGENCE FRANCE-PRESSE

Londres — Le premier ministre britannique Tony Blair a encaissé un double revers hier avec la démission de deux ministres, la plus dommageable étant celle de Peter Mandelson, ami proche et architecte du «Nouveau Labour» impliqué dans une affaire de prêt immobilier incompatible avec l'image de «propreté» revendiquée par le gouvernement.

Le débiteur et ministre du Commerce et de l'Industrie Peter Mandelson a démissionné trois heures avant son créancier Geoffrey Robinson, un milliardaire représentant du monde des affaires au sein du gouvernement où il était trésorier payeur général. «C'est une véritable bombe», a commenté à chaud le présentateur du journal télévisé de la mi-journée à la BBC.

De fait, autant l'ascension du ministre du Commerce et de l'Industrie a été fulgurante, autant sa chute aura été brutale. Elle est intervenue après trois jours de campagne dans une presse visiblement ravie de prendre sa revanche sur celui qu'elle a tour à tour baptisé des sobriquets de «Machiavel», «prince des ténèbres» ou plus crûment de «manipulateur».

Eloquente aussi est la teneur de la lettre dans laquelle Tony Blair a accepté, à contre-cœur, la démission du principal artisan du recentrage du parti travailliste, avant d'être l'émotion grise du raz-de-marée électoral l'ayant porté au pouvoir après 18 ans d'opposition, en mai 1997. Parlant de lui comme d'«un ami et l'un de ses plus proches collaborateurs», M. Blair lui a rendu cet hommage: «Il n'est pas exagéré de dire que, sans votre soutien, et sans vos conseils, nous n'aurions jamais bâti le nouveau Labour».

Depuis le début de la semaine, le gourou du premier ministre traqué le mois dernier dans les médias pour sa présumée homosexualité, s'efforçait de justifier un prêt de

373 000 livres (626 640 dollars), accordé en 1996 par son collègue, remboursable à court terme avec un taux d'intérêt préférentiel. Aucun des deux protagonistes n'était ministre à l'époque, mais ce lien laissait apparaître un possible conflit d'intérêt.

Depuis son arrivée au gouvernement, Geoffrey Robinson — qui à l'occasion hébergeait M. Blair en vacances dans sa luxueuse villa en Toscane — a été accusé de fraude fiscale, puis blanchi. Puis contraint en novembre de présenter des excuses aux Communes pour avoir omis de mentionner sa présence au sein du conseil d'administration de plusieurs entreprises. Il fait aussi l'objet d'une enquête... du ministère du Commerce et de l'Industrie. Hier il a dénoncé les douze mois de campagne «à fortes connotations politiques» à son encontre.

«Je ne crois pas avoir fait quoi que ce soit de répréhensible, ou d'illégal. Mais j'ai peut-être fait preuve d'imprudence ou d'absence de jugement», s'est pour sa part défendu M. Mandelson, face aux médias qui subodorent des irrégularités dans les conditions d'octroi d'un second prêt en vue d'acquiescer la maison qu'il habite dans le quartier huppé de Notting Hill, proche des personnalités riches et célèbres qu'il aime fréquenter. Parmi ses connaissances figurent le prince Charles et la fille du magnat américano-australien Rupert Murdoch.

Il a regretté d'avoir terni l'aspect «plus blanc que blanc» cultivé par le gouvernement après les scandales qui ont jalonné les dernières années du règne conservateur.

Son ascension lui avait valu de solides inimitiés bien au-delà du parti conservateur, dont le dirigeant William Hague réclamait à cor et à cri sa démission. Certains de ses collègues ont mal vécu «ses insinuations», justifiées par l'autorité transversale que lui conférait son statut de ministre sans portefeuille dans le premier gouvernement Blair.

BELGIQUE

## Prison avec sursis pour Claes et Dassault

AGENCE FRANCE-PRESSE

Bruxelles — La Cour de cassation belge a rendu hier à Bruxelles un verdict de lutte anti-corruption qu'elle a voulu exemplaire, en condamnant sévèrement les principaux accusés du procès Agusta/Dassault.

L'ancien secrétaire général belge de l'OTAN Willy Claes a été le plus sévèrement condamné, avec trois ans de prison avec sursis, mais surtout en étant reconnu coupable de corruption passive dans les deux marchés d'armement pour lesquels il était jugé.

L'industriel français Serge Dassault a de son côté été condamné à deux ans de prison avec sursis pour avoir été le «corrupteur actif» du seul marché dans lequel il était en cause.

La juridiction suprême belge a délibérément placé ce verdict sous le signe de la lutte contre la corruption. «Il n'a jamais été toléré que l'on trouve dans la corruption le moyen d'alimenter des intérêts partisans», a déclaré son président, Marc Labousse.

«En démocratie, les citoyens sont en droit d'attendre que les hommes politiques qui les représentent ou les hauts fonctionnaires qui les administrent ne sacrifient pas les intérêts de la société à

leur intérêt personnel ou à ceux du parti», a-t-il ajouté.

Ce procès, long de presque quatre mois, a été à la fois celui du financement occulte de certaines formations politiques belges, et celui de la pratique, courante, du versement de pots-de-vin à l'occasion de la passation des grands contrats d'armement.

Selon la Cour de cassation belge, la société italienne Agusta a donc conclu en 1988 avec plusieurs responsables du Parti socialiste flamand (SP), dont Willy Claes, ministre de l'Économie à l'époque des faits, un pacte de corruption qui lui a permis d'emporter le marché «Aéromobilité 1» de fournitures d'hélicoptères à l'armée belge. Elle a versé pour cela 51 millions de francs belges au SP.

La Cour estime d'autre part que Serge Dassault était responsable de l'organisation de pactes de corruption avec des responsables des deux partis socialistes belges, le SP mais aussi le PS francophone.

Ces pactes ont permis à Électronique Serge Dassault (ESD) d'emporter en 1989 le marché de modernisation électronique des avions de combat F-16 de l'armée de l'air belge. Il a fallu pour cela verser dix millions de francs français au SP et environ 50 mil-

lions de francs belges au PS.

Les versements au SP ont été réalisés par le truchement d'une société écran panaméenne qui a ouvert des comptes en Suisse.

### Fraude internationalisée

À cet égard, la Cour estime que «les faits sont d'autant plus graves qu'à l'instar des pratiques de la criminalité organisée, la fraude s'est internationalisée et a employé les techniques les plus élaborées de transferts secrets de fonds grâce à des écrans situés à l'étranger».

Willy Claes a estimé dans un communiqué que sa condamnation était «profondément injuste». «Je ne l'accepte pas», a-t-il ajouté, en indiquant que, n'ayant aucun recours en Belgique, il allait se pourvoir devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg.

Serge Dassault était quant à lui reparti pour Paris à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Dassault Aviations, avant même d'entendre le verdict le concernant.

Le socialiste francophone Guy Coëme, ministre de la Défense à l'époque des faits, condamné à deux ans de prison avec sursis dans le cadre du marché ECM-F16, a critiqué le verdict comme «truffé d'erreurs judiciaires».

## «Séjour irrégulier en France»

# Baby Doc est cité à comparaître

REUTERS

Paris — Jean-Claude Duvalier, ancien président à vie d'Haïti, est cité à comparaître devant un tribunal français en mars prochain à l'initiative d'un habitant de Picardie, a annoncé hier l'avocat de ce dernier. La citation établie à la demande de Jacques Samyn, un ex-conseiller régional écologiste, vise Jean-Claude Duvalier, dit Baby Doc, pour «infraction de séjour irrégulier en France».

Jean-Claude Duvalier devra donc se présenter le 11 mars devant le tribunal correctionnel de Grasse, dans les Alpes-Maritimes, département de son dernier domicile connu.

Un de ses avocats, Hervé Cabeli, a dit ne pas vouloir réagir, «par respect du peuple haïtien qui n'a pas besoin de cela». Il a toutefois estimé que cette citation était «juridiquement aberrante».

Le texte de la citation souligne que l'ex-président à vie doit se présenter «personnellement à l'audience», sauf cas particulier. Il faudrait toutefois qu'elle parvienne à l'intéressé, qui se trouve en France, a dit M. Cabeli. La procédure prévoit que la citation soit signifiée à l'intéressé par huissier qui, s'il ne le trouve pas, doit la déposer en mairie. Ce n'est qu'ensuite que le Parquet peut éventuellement demander à la police de retrouver la personne citée.

Christophe Wacquet, l'avocat de Jacques Samyn, a expliqué à Reuters que Jean-Claude Duvalier se trouvait actuellement dans la situation d'un «sans-papiers en situation irrégulière, ce qui constitue un délit». Cette situation, que connaissent des dizaines de milliers d'autres sans-papiers moins célèbres, peut être sanctionnée par un an d'emprisonnement, 25 000 FF d'amende et une peine éventuelle d'interdiction de territoire avec possibilité de reconduite à la frontière.

M. Wacquet a souligné que l'action pénale était normalement engagée par le ministère public mais qu'en cas d'«inertie» de ce dernier, n'importe quel particulier pouvait dénoncer ces faits à un tribunal, soit par dépôt de plainte avec constitution de partie civile, soit par citation à comparaître. «Le Parquet de Grasse est maintenant obligé de requérir», a dit l'avocat.

À l'occasion de l'affaire Pinochet, des victimes du régime Duvalier — Jean-Claude ayant succédé en 1971 à son père, François Duvalier — ont menacé de porter plainte pour «crimes contre l'humanité» contre Baby Doc. Une action en ce sens pourrait être engagée au début de l'année prochaine, a dit à Reuters le chef de file d'un «comité pour le jugement» de Jean-Claude Duvalier, Gérard Bloncourt.

### Tontons macoutes

Selon une autre source, les témoins ont peur de se faire connaître «parce que tout le monde n'est pas convaincu que les tontons-macoutes [la milice des Duvalier] ont disparu».

Jean-Claude Duvalier, 47 ans, a été accueilli par la France en 1986 pour permettre la mise en place d'un processus de démocratisation dans cette île des Caraïbes, ont récemment rappelés les autorités françaises.

Après avoir mené dans un premier temps une vie fastueuse sur la Côte d'Azur, il a été «perdu de vue» en 1995, certaines sources affirmant qu'il en est réduit à une existence de sans domicile fixe — une version à laquelle ne croient pas ses opposants. Il se trouve actuellement dans la région parisienne, selon une interview accordée à un hebdomadaire.

Sur le plan administratif, Baby Doc a épuisé toutes les voies de recours après le rejet de sa demande de statut de réfugié politique. Le ministre de l'Intérieur par intérim Jean-Jack Queyranne a récemment déclaré qu'il n'était pas «hostile» à l'idée que Jean-Claude Duvalier soit jugé pour des crimes contre l'humanité commis pendant ses quinze années au pouvoir.

Le gouvernement haïtien a pour sa part demandé aux victimes de l'ancien dictateur de se faire connaître et de porter plainte afin de réclamer son extradition à la France.

De source proche de la Chancellerie, on rappelle toutefois que Baby Doc ne fait l'objet d'aucune poursuite.

Jean-Claude Duvalier, ajoute-t-on, ne pourrait être éventuellement poursuivi, s'il se trouve en France, que pour des faits de torture couverts par une convention internationale depuis 1984 et inscrits dans le droit français dix ans plus tard, à la condition que ces faits ne soient pas prescrits.

## É D I T O R I A L

Grande joie au pays  
des montagnes

Il est raconté affectueusement qu'au tout début de notre ère — deux mille ans déjà! —, la fiancée d'un certain Joseph, enceinte de son Emmanuel qui se traduit «Dieu-avec-nous», partit en hâte pour se rendre au pays des montagnes. Elle allait visiter en Judée une cousine du nom d'Élisabeth, elle aussi «partie pour la famille», mais sur le tard. Sitôt réunies, les deux femmes s'entrelacent. La plus jeune, et donc la plus spontanée, chante, prie, s'énervé, s'exalte, prophétise: «Toutes les générations me diront bienheureuse, le Tout-Puissant a fait pour moi de grandes choses, mon âme glorifie le Seigneur...» (Luc 1, 47 ss).

Noël est la fête de cette naissance attendue. Une fête joyeuse, très joyeuse. D'une joie presque aussi démesurée que nos amours à leur meilleur. L'exultation se perpétue d'âge en âge, de continent à continent. Toutes sortes de rites et d'habitudes parfois surprenantes s'y expriment. N'en seront heurtés que ceux, ou même celles, qui ont changé leur «cœur de chair» en un «cœur de pierre».

Dans la perspective biblique et chrétienne qui est la nôtre, la fête commence chez «les gens d'en haut» pour parler à la manière d'autrefois: «Gloire à Dieu au plus haut des cieux... Les Anges dans nos campagnes / ont entonné l'hymne des cieux.» La plus authentique liturgie s'adresse d'abord à l'Éternel qui a tout permis: «Aujourd'hui, je t'ai engendré.» Et nous chantons dans la même veine: «Minuit, chrétiens, c'est l'heure solennelle / où l'Homme-Dieu descendit jusqu'à nous.» Une légende veut que ce «divin Enfant», prévu par Isaïe, soit né dans une étable, à Bethléem, et qu'il soit beau, très beau, le plus beau de tous! «Tous les enfants des rois n'ont rien de comparable / aux beautés que je vois dans cette étable.»

Il n'y a pas si longtemps de cela, nous pensions généreusement qu'à la venue de cet enfant exceptionnel, toutes les nations et tous les continents vivraient dans la paix. Il n'y aurait plus, à cause de Noël, fête pour toute l'humanité, qu'un seul pays au monde, le Pays de Dieu. «Le monde entier tressaille d'espérance à cette nuit qui lui donne un Sauveur.» Sainte nuit! Holy Night! Stille Nacht! Noche de paz! On répétait allégrement qu'à Noël, la lune serait plus belle et la neige plus blanche. *White Christmas!*

Les cantiques, les chansons populaires sont de la fête. Le regretté et talentueux folkloriste Luc Lacourcière († 1989) a jadis rencontré, dans la région de Joliette, un octogénaire qui lui a chanté tout de go, par cœur il va sans dire, le célèbre *Noël des animaux* dont le texte et la mélodie ont paru aux Archives de folklore à l'Université Laval. Étions-nous si originaux

puisque, plusieurs siècles avant notre ère, un prophète juif illustre prévoyait un temps idyllique où le loup voisinerait avec l'agneau et où le léopard se coucherait près du chevreau (cf. Isaïe 11,6)?

Déjà, quelques décades après le récit circonstancié de l'évangéliste Luc, vers les années 80 de notre ère, un texte apocryphe dit l'évangile du pseudo-Mathieu, parle de l'âne et du bœuf à genoux devant l'Enfant-Jésus. Pourquoi remonter si haut quand ici, au pays de Joliette encore, la grande Rina Lasnier († 1997) chante la même tradition dans *Présence de l'absence* (Hexagone, 1992, p. 41)? Notre ineffable Antonine Maillet s'en souvient elle aussi dans *Emmanuel à Joseph à Davit* (p. 116). Et le joyeux rêve de Félix Leclerc qu'un jour les fleurs viendraient saluer les étoiles!

Vieilles croyances si l'on veut qui, comme tous les contes et récits qui s'y greffent ou s'en inspirent, n'en expriment pas moins la générosité festive suscitée depuis des siècles par ce jour difficilement comparable.

Nous l'avons écrit souvent: la fête de Noël devient de plus en plus irréversible, internationale et socialement incontrôlable. Peut-être exprime-t-elle à sa manière et jusque dans ses excès la richesse créatrice du cœur humain? Pour sa part, l'ingénieur théologien psychanalyste allemand Eugen Drewermann voit dans la «Nativité du Sauveur», ainsi que l'appellent entre eux les chrétiens, le jour par excellence de l'Amour: l'Amour qui sans cesse se reprend et résiste à ses épreuves. «La lumière ne peut s'éteindre tant que nous portons nous-mêmes la nostalgie de l'Amour, et la souffrance elle-même reste toujours comme un rappel de cette vérité en notre cœur.» En fait, grand ou petit, riche ou pauvre, favorisé par le sort ou relégué dans un coin, chacun, chacune, demeure «dans son être et dans son devenir, dans la beauté de sa personne, une image de la divinité».

Quête d'infini! Divinité de l'amour! Pouvoir d'aimer! Pouvoir d'émerveillement! Tout se tient. Une fois de plus, notre chère humanité, déchirée par tant de folles rivalités, apparaît, au moins à Noël, comme un grand enfant aux yeux d'aurore qui ne désire qu'une chose: aimer, être aimé. Infiniment, doucement, «de tout son cœur, de toute son âme et de toutes ses forces», selon l'appel de nos textes sacrés les plus prestigieux.

Si, jadis, une jeune femme du nom jolli de Marie s'enthousiasme et, dans toute sa candeur virginale, croit sur Parole que son corps sera remué, si la même petite filleuse de Nazareth prévoit qu'un jour «toutes les générations me diront bienheureuse», si, quelques semaines plus tard, quelques bergers en faction près de Bethléem croient entendre le vent leur chanter des hymnes sacrés, peut-être est-ce cela simplement, tout simplement cela, la fête de Noël. La fête de l'Amour universel, la fête d'un feu impossible à éteindre. Même en hiver!

Souhaitons-nous dès lors, dans le respect convenu de nos chemins intérieurs, une certaine altitude d'âme et de cœur comme en eurent jadis, en montagne, les cousines Marie et Élisabeth. Voilà qui nous permettrait encore une fois de chanter, à même l'écho de nos souvenirs les plus beaux, le rêve toujours nouveau d'une humanité qui ne pourrait se dire que des mots d'amour. Oui! Oui! Joyeux Noël!

## Le Noël des animaux

Autour de Bethléem  
Les animaux de Laquedem  
chantaient Noël, Noël  
Nous sommes sur la terre  
Jésus descend du ciel.  
Le coq, la tête altière  
S'avancait d'une joie fière  
Chantant: coquorjour  
J'annonce la lumière  
Salut, astre du jour.  
Mais la cane fidèle  
À son maître qui l'appelle  
S'en vient disant: can can,  
Jésus est le modèle  
Des tout petits enfants.  
Et la brebis timide  
S'approcha d'un pas rapide  
En murmurant: mais ais...  
J'étais lâche et craintive  
Serai brave désormais.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX  
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE CAYOUILLE,  
PIERRE BEAULIEU, NORMAND THÉRIAULT  
Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSFAÇON  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ



## L E T T R E S

De la tribu comme catégorie  
de l'histoire

Lorsqu'on parcourt un journal, il serait pour le moins insensé de s'arrêter sur toutes les opinions qui pourraient nous faire tiquer. Mais un de ces jours, il arrive que ce qui agaçait et apparaissait indigne d'attention ou quelque peu intempestif finisse par horripiler.

En fait, que peut-il donc se passer dans la tête de celui qui, au bout du compte, réduit à l'idée de tribu prise au sens péjoratif du terme, donc comme une réalité close et statique, l'ensemble d'un processus historique complexe qui ne va pas se laisser enfermer.

Le terme de tribu est non seulement mal choisi, mais il montre à l'évidence qu'on n'a pas le sens de l'histoire, car ce que le terme tribu laisse entendre en est le contraire.

Il faut donc, et sans ironie aucune, être reconnaissant à Jean-Paul Lefebvre qui, le dernier, en réaction à un compte rendu de son livre qu'il n'avait pas digéré (*Le Devoir*, 14 novembre 1998), a parlé de tribu (à propos des aspirations on ne peut plus normales d'un Québec au statut de nation, cette voie-ci étant la seule par laquelle il puisse obtenir, au delà de ses frontières, la reconnaissance de ce qui le distingue et constitue l'expres-

sion particulière d'une commune humanité.

Il y a plusieurs choses qui, dans sa lettre, mériteraient d'être relevées, bien que brièvement. A propos des conditions gagnantes, il serait insensé de ne pas les escompter, comme on le fait lors de n'importe quelle élection, à moins d'aimer aller à l'abattoir. Comment on arrive à le savoir est une question de jugement, de discernement, des qualités essentielles à l'art prudentiel de la politique.

Revenons à l'idée de tribu. De prime abord, ce genre de dénigrement, de rabaissement auquel on se livre délibérément, est non seulement étonnant mais il va contre nature.

Il y a quelque chose d'indigne, de triste, d'affligeant à voir que l'on amenuise à la portion congrue de tribu ce qui est, en fait, tout le contraire, car, loin d'avoir à faire à un corps sclérosé, il s'agit essentiellement, comme tout le bien, de la diffusion, de par le monde, de ce qui de l'intérieur anime une nation et lui permet de s'affirmer librement.

Qu'on refuse de reconnaître la légitimité de cet essor tient, comme le soulignait Gilles Archambault dans une récente chronique, «à la médiocrité du cœur et de l'esprit», à une certaine sécheresse remplie de hargne.

Le mot tribu est court et frappe l'imagination, mais son utilisation intempestive fait aussi montre d'une pensée courte. C'est une façon de clore, comme par magie, toute discussion, et de nier une réali-

té historique qui ne se laisse pas contenir et n'a donc rien de figé, comme on veut le faire croire.

L'étiquette infamante de tribu a des relents de cette conception rationaliste et abstraite de l'humanité héritée du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui s'est incarnée dans une espèce de citoyen cosmopolite, homme de partout et de nulle part, un être de raison, une chimère.

Mais toujours, on se refuse de reconnaître que les particularismes locaux tendent, de proche en proche, vers l'universel et qu'ils expriment, à leur façon, une commune humanité.

Claude Locas

Laval, 1<sup>er</sup> décembre 1998

## Le courrier des lecteurs

Nous publions dans cette section de la page éditoriale une sélection de lettres des lecteurs. Les lettres sont envoyées à l'adresse suivante: Courrier des lecteurs, *Le Devoir*, 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal H3A 3M9, ou encore, si par courriel, à: [lettres@ledevoir.ca](mailto:lettres@ledevoir.ca). Toutes les lettres doivent être signées et comporter l'adresse et le numéro de téléphone où le signataire peut être joint. Elles doivent éviter les attaques personnelles. Nous retenons en priorité les lettres courtes et dactylographiées.

## REVUE DE PRESSE

## De la monarchie en Amérique

ANTOINE ROBITAILLE

Abolir la monarchie pour marquer l'entrée du Canada dans le III<sup>e</sup> millénaire: le ballon d'essai issu vendredi dernier du cabinet du premier ministre Chrétien a été pulvérisé par les commentateurs et éditorialistes du ROC (*Rest of Canada*). C'est par un non unanime et insulté qu'ils ont répondu à la proposition, alors qu'au «Québec [...] personne ne parle de la monarchie», comme Lysianne Gagnon l'affirmait samedi dans le *Globe and Mail*.

Dans un éditorial intitulé «Nous demeurerons loyaux», le *Toronto Sun* disait que les Canadiens doivent prendre conscience de ce que la monarchie leur a apporté: «la paix, l'ordre et le bon gouvernement». Le *Sun* se disait toutefois «prêt à vivre» avec le changement apporté par Lucienne Robillard, le mois dernier, au serment d'allégeance prononcé par les nouveaux citoyens: «La reine est maintenant en deuxième place derrière le Canada.»

Mais abolir la monarchie? Aux yeux des commentateurs, cela apparaît comme une idée saugrenue de personnes en mal de projet... ou droguées: «M Chrétien devrait [...] faire passer des tests d'urine autour de lui», blaguait Dan Gardner, du *Ottawa Citizen*, estimant que seuls des gens «sur l'acide» envisageraient une telle chose. Dans son éditorial intitulé «Lancer en l'air une mauvaise idée», le *Ottawa Citizen*, hier, réclamait des noms: «Il faudra identifier le conseiller de Jean Chrétien qui a proposé cette idée.»

La suggestion en a insulté plus d'un. Andrew Coyne, dans sa chronique du *National Post*, mardi, y voyait un «grand acte collectif de vandalisme historique pour clore le siècle». «Laissons les autres pays construire des choses pour marquer l'entrée dans le prochain millénaire. Nous, de notre côté, nous allons tout jeter à terre.»

Ian Brown, de la Ligue monarchiste du Canada, y décelait un enjeu identitaire. Au *Edmonton Sun*, il déclarait que le «gouvernement joue avec une partie essentielle de notre héritage national et de notre identité». Aussi, la «débritannisation» du Canada aurait déjà été poussée assez loin. «Depuis la Seconde

Guerre mondiale, affirmait le *Edmonton Sun*, lundi, libéraux et conservateurs ont systématiquement arraché au Canada plusieurs des symboles du lien historique de notre pays avec l'Angleterre.» Samedi, le *National Post* illustrait ce «déclin de la monarchie» en dressant la liste des institutions canadiennes récemment «déroyalisées»: armées, postes, drapeau; «la mention «Autoroute du roi» disparaît tranquillement en Ontario», écrivait le *Post*.

Certains poussèrent la critique plus loin en disant que ce «nettoyage» n'avait pas apporté l'unité escomptée. Peter Menzies, du *Calgary Herald*, affirmait lundi qu'il faut lire cette perte d'identité avec le fait que l'on «a remplacé le la multiethnicité franco-britannique du pays par un fouillis multiculturel».

Qui dit identité dit, dans le ROC, anti-américanisme. Ian Brown, de la Ligue monarchiste, disait que «la république risquerait de nous américaniser davantage». Propos développés par le chroniqueur Rick Gibbons, du *Ottawa Sun*, qui lançait dimanche dernier un «God save the Queen!» en ajoutant que la république n'avait rien d'attrayant au moment où, aux États-Unis, celle-ci dérapait. Aux États-Unis, «les rôles et les responsabilités du chef d'État et du chef du gouvernement» se trouvent concentrés «dans les mains d'un seul individu». Ainsi, concluait-il, le chef d'État se trouve en proie aux pires excès de la démocratie, soit «la politique partisane».

Or, «la reine, elle, est impartiale et non partisane», affirmait Ian Brown, ajoutant en interview au *National Post* que «la position de gouverneur général représente théoriquement un contre-pouvoir non partisan et neutre». D'autres arguments furent invoqués: «La reine détient toujours certains pouvoirs théoriques lui permettant de protéger la Constitution des excès des politiciens», déclarait au *Ottawa Citizen* David Smith, professeur de science politique. Pour Peter Menzies, du *Calgary Herald*, c'est la popularité de l'institution qui la rend intouchable: «C'est le seul organe du gouvernement [...] respecté par une grande partie de la population.»

L'abolition ne serait de toute manière pas une tasse de thé. L'unanimité des provinces est requise en cette matière par la Constitution, note Andrew Coy-

ne. Dan Gardner, du *Ottawa Citizen*, ajoute qu'il faudrait abolir la monarchie dans chacune des provinces où le vice-roi représente une couronne théorique. Bref, la Ligue monarchiste estimait que «les 30 dernières années de querelles constitutionnelles auraient l'air d'un pique-nique à comparer aux problèmes que soulèverait l'abolition».

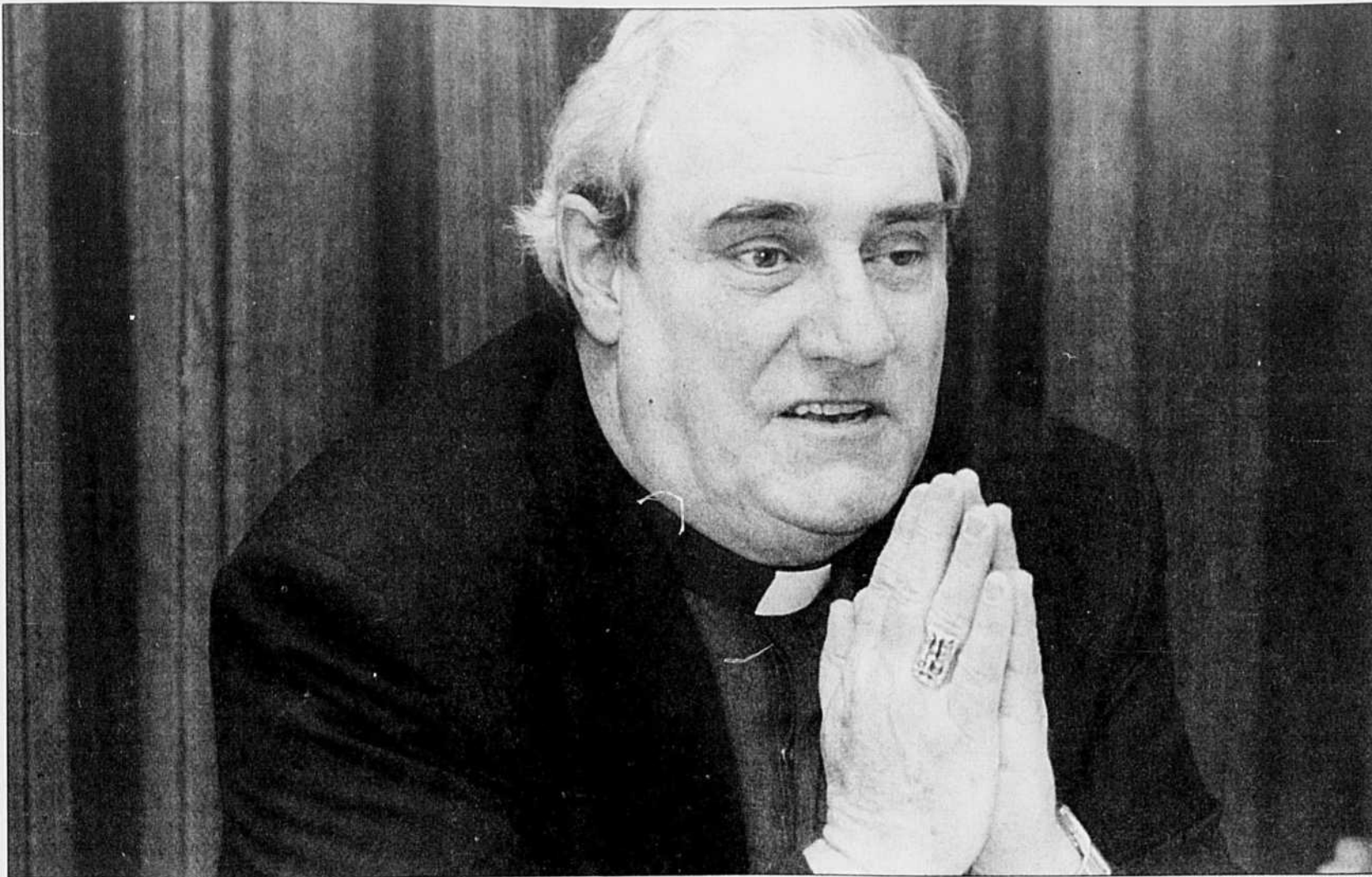
Au lieu de faire ce genre de changement, «pourquoi ne pas remettre en question la centralisation des pouvoirs au cabinet du premier ministre?», s'interrogeait Peter Menzies, du *Calgary Herald*. «Pourquoi donc ne pas transformer le Sénat?», ajoutait-il. Deux questions auxquelles s'ajoute celle de Andrew Coyne, décrivant l'essence du «Canada libéral»: «Si les libéraux réussissaient à détruire la monarchie, le chef de l'État deviendrait simplement un autre poste de patronage. [...] J'ai entendu dire qu'André Ouellet se cherchait un emploi. [...] J'ai une meilleure idée. Etant donné que l'on se cherche quelque chose à faire, abolissons le patronage en cette fin de millénaire. Mais non, on ne peut faire cela. Car c'est une institution nationale des plus aimées.»

Au reste, abolir la monarchie n'est pas faire l'indépendance, couper les derniers liens avec l'Angleterre? «Le Canada est déjà parfaitement indépendant», arguait Dan Gardner, du *Ottawa Citizen*. «La monarchie canadienne n'a aucun lien légal avec la monarchie britannique ou l'Angleterre. En fait, si demain l'Angleterre abolissait sa monarchie, cela n'aurait aucun effet sur la monarchie canadienne.»

Bref, la monarchie «n'est pas un lien colonial, affirmait Andrew Coyne, c'est un lien fraternel. Le dernier lien colonial a été rompu en 1982 avec le rapatriement des pouvoirs pour amender notre Constitution.» À ce moment, «nous n'avons pas conservé la couronne par nostalgie ou anglophilie, mais parce qu'elle est utile. [...] Nul anachronisme ici [...], mais un merveilleux instrument constitutionnel, le meilleur qui ait jamais été inventé pour réconcilier le pouvoir de l'État avec la souveraineté du peuple.»

N. B. Le titre est celui d'un article de Marc Chevrier paru dans la revue *L'Action nationale* du 5 mai 1998.

## IDÉES



JACQUES NADEAU/LE DEVOIR

## Message de Noël de l'archevêque de Montréal

JEAN-CLAUDE TURCOTTE

L'auteur est aussi président de la Conférence des évêques catholiques du Canada

**A**h! Si Noël pouvait durer toute l'année! Combien de fois n'avons-nous pas entendu ces mots, d'abord de la bouche des enfants posant un regard émerveillé sur les décorations et les cadeaux, mais aussi de la bouche des parents qui voient leur famille réunie pour un moment de répit et de repos dans la joie?

Il y a aussi les responsables de la guignolée qui rêvent que la solidarité continue à se manifester après le 25 décembre. Il y a encore les populations ravagées par la guerre, qui voient enfin les armées observer une trêve pendant la période de Noël.

Noël nous touche profondément. Peut-être plus que toute autre fête durant l'année. Les valeurs de paix, d'amour et de partage ont une place prédominante en cette période de festivités. La célébration de la naissance de Jésus le Christ devient alors une source de joie profonde. Le Christ Jésus n'est-il pas

toujours le signe et la présence au milieu de nous de l'amour que Dieu nous porte?

Dans le tourbillon des festivités où la commercialisation est omniprésente, nous risquons d'oublier celui que nous fêtons en ce 25 décembre. Comme nous risquons d'oublier que c'est l'incarnation du Christ qui marquera le passage dans le troisième millénaire.

Heureusement, le Christ est toujours présent au milieu de nous, par sa Parole et son Eglise. Parfois, en regardant nos sociétés fortement sécularisées, nous pouvons être portés à penser le contraire. Mais demandez à un enfant de vous parler de Jésus; il vous répondra qu'il était plein d'amour pour les autres, spécialement pour ceux qui étaient dans le besoin. Il était aussi cet enfant vous rappellera-t-il une parole qui l'a profondément touché: aimez-vous les uns les autres. En quelques mots, cet enfant aura résumé le cœur du message du Christ: l'amour.

Ce message d'amour vaut pour tous et pour toujours. On pourrait même résumer la charte de la Déclaration des droits humains, dont nous fêtons le 50<sup>e</sup> anniversaire ce mois-ci, par cette simple phrase: «Aimez-vous les uns les autres.»

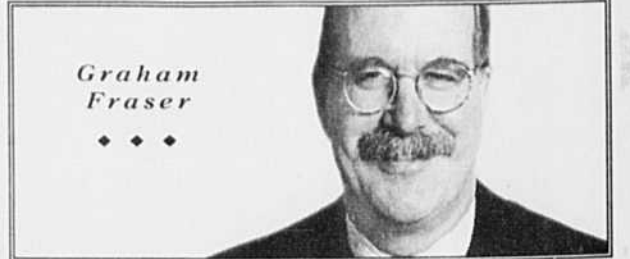
Si ces mots n'ont pas pénétré les cœurs de tous les humains — les conflits, les guerres, la violence,

les déchirements et les persécutions en témoignent —, à Noël, ils font fléchir même les plus durs. A preuve: les trêves observées, les accords de paix qui progressent et les pardons accordés.

Ah! Si Noël durait toute l'année! Mais même lorsqu'il n'y a pas de lumières qui scintillent, même lorsque les vitrines ne sont pas décorées de sapin ou de guirlandes, si on scrute bien l'actualité, on arrive facilement à déceler que l'esprit de Noël est bien présent dans le monde. Qu'il s'agisse de la solidarité envers les populations sinistrées de l'Amérique centrale ou envers les victimes canadiennes de la crise du verglas de l'hiver dernier, des appels à la paix partout dans le monde, et du mouvement mondial pour l'élimination de la dette des pays les plus pauvres, nombreux sont les signes de l'esprit d'amour et de partage qui caractérise la belle fête de Noël.

Comme l'ange qui s'adressait aux bergers en leur disant: «Ne craignez pas, car voici que je viens vous annoncer une bonne nouvelle, une grande joie pour tout le peuple: Aujourd'hui vous est né un Sauveur. Il est le Messie, le Seigneur», nous aussi sommes invités à ne pas craindre de vivre la joie de Noël et d'annoncer cette bonne nouvelle... durant toute l'année.

Joyeux Noël!



Graham Fraser

## Jospin a livré son cours de diplomatie

**O**tawa — Chaque fois qu'un homme d'État français prononce un discours ou donne une conférence de presse à l'étranger, il se livre à un cours magistral de diplomatie. La visite de Lionel Jospin à Ottawa, Toronto, Montréal et Québec la semaine dernière ne faisait pas exception à la règle.

Depuis un certain temps, les diplomates français se montrent irrités du fait que leur pays est perçu au Canada, autant à Ottawa qu'au Québec, par le seul prisme des relations établies par le général de Gaulle en 1967. Les hauts fonctionnaires à Ottawa répondent en effet en disant que la France ne peut pas entretenir une politique d'ambiguïté face au Canada et à son existence et s'attendre à ce que les Canadiens réagissent de façon positive.

Mais même l'ambiguïté ou l'ambivalence qui existe depuis le milieu des années 70 est préférable à l'hostilité ouverte et à la guerre subtile entretenue par le Quai d'Orsay envers le gouvernement fédéral. De Gaulle refusa de rencontrer Pierre Trudeau en 1968, et il écrivait: «Nous n'avons aucune concession ni même aucune amabilité à faire à M. Trudeau qui est l'adversaire de la chose française au Canada.»

Cette attitude a longtemps perduré. Dans son livre *Direct Intervention: Canada-France Relations, 1967-1974*, Eldon Black raconte la guérilla diplomatique qui a suivi le discours du général en juillet 1967: une série d'insultes et de rebuffades jusqu'au septennat de Valéry Giscard d'Estaing et à la formule de «non-ingérence, non-indifférence».

Depuis cette époque — avec un intermédiaire survenu lorsque Brian Mulroney, avec l'aide d'un grand ambassadeur du Canada à Paris, Lucien Bouchard, brisa l'impasse qui empêchait la création de l'agence de la Francophonie —, les relations avec la France semblaient parfois se résumer de la façon suivante: des rapports culturels et politiques avec le Québec, et des rapports économiques avec le reste du Canada.

D'une manière intéressante et originale, M. Jospin a presque renversé la formule. A Ottawa, il a rencontré des intellectuels et parlé de culture; à Montréal, il a eu une réunion avec des syndicalistes et a parlé d'économie et de concertation. Dans les deux situations, il semblait plus intéressé à écouter et à apprendre qu'à imposer un discours concocté à l'avance, une attitude aussi rare que rafraîchissante chez un politicien.

De toute évidence, M. Jospin entendait s'éloigner des sentiers battus, des courants du passé. La preuve la plus frappante en est cette attitude: il louange Jean Chrétien pour son rôle dans la formulation et l'enchâssement de la Charte des droits et libertés dans la Constitution de 1982.

Qu'est-ce qui explique ce changement d'approche? Que peut-on tirer de ce cours magistral du professeur Jospin?

Il semble tout d'abord que la France en soit venue à la conclusion que le Canada, dans sa composition actuelle, est plus utile aux intérêts de la France qu'un Canada réduit et diminué par la sécession du Québec. L'analyse du général de Gaulle — celle selon laquelle le Québec est assujéti à un rapport néocolonial avec Ottawa, dominé par la majorité anglophone, et que l'affranchissement du Québec est dans l'intérêt supérieur de la France — semble définitivement chose du passé.

A Toronto comme à Ottawa, M. Jospin a souligné la convergence de vues entre les deux pays. «Comme le Canada, la France est favorable à la mise en œuvre d'un cadre multilatéral permettant le développement des investissements, dans le respect de la souveraineté des États», disait-il. «Les politiques culturelles nationales, garantes de la préservation de nos identités et de leur diversité, relèvent de cette souveraineté.»

La diversité culturelle revenait souvent dans ses discours comme un thème, un élément de la culture politique canadienne que M. Jospin voulait analyser et comprendre. De plus, il a interrogé cinq intellectuels — y compris John Ralston Saul, Margaret Atwood et mon collègue Jeffrey Simpson — avec intérêt et intelligence sur la fragilité de la culture canadienne face au voisin géant du Sud.

M. Jospin a aussi souligné que le Canada est perçu en fonction du G7 et de son appartenance à l'OCDE, à l'OTAN, à la Francophonie et à l'ALENA ainsi qu'à sa participation, dès janvier 1999, au Conseil de sécurité de l'OTAN. Dans ces organismes internationaux, le Canada est capable de fonctionner comme allié ou adversaire, d'aider la France, parfois, dans les nominations aux postes clés de ces organismes, voire d'amadouer l'hostilité à peine voilée des États-Unis face à la France.

Dans son livre *Pour un Québec souverain*, Jacques Parizeau explique qu'il comptait sur la reconnaissance de la France: «La seule chose qui pourrait faire bouger les États-Unis, ce serait que la France annonce qu'elle va reconnaître le Québec», écrit-il. Cette analyse a provoqué une réaction d'étonnement chez un haut fonctionnaire du département d'État américain, qui me confiait avec un sous-entendu d'incrédulité dans la voix: «La France? La France?»

L'effort soutenu de M. Jospin en vue de rassurer les sensibilités canadiennes laisse supposer que, peut-être, la France n'était pas ravie d'être tenue pour acquise dans la stratégie postféderale du gouvernement québécois. Une chose est certaine: la vision de M. Parizeau ne se retrouvait point dans les discours de M. Jospin la semaine dernière. Par contre, il y avait des pages entières qui ressemblaient fortement au discours de Sheila Copps sur les questions de culture.

Pour Mme Copps, qui semble parfois assez solitaire dans sa croisade pour maintenir un espace culturel canadien, il s'agissait d'un appui aussi rare que précieux.

gfraser@globeandmail.ca

## L'abandon du mot «hôpital», ou le massacre de la langue

ROBERT AUCLAIR

Association des usagers de la langue française

**L**a Loi sur les services de santé et les services sociaux qu'a fait adopter le ministère de la Santé et des Services sociaux a entraîné la disparition du mot «hôpital» pour désigner certains établissements où des humains reçoivent des soins médicaux et chirurgicaux. Ainsi, à Montréal, l'hôpital Notre-Dame, l'hôpital Saint-Luc et l'hôtel-Dieu ont été fusionnés pour former le CHUM (Centre hospitalier de l'Université de Montréal). Cette opération leur a valu de perdre leur titre d'hôpital pour devenir des campus. Pourtant, l'Office de la langue française a normalisé ce mot le 4 juillet 1987 de la façon suivante:

«Campus: ensemble scolaire constitué d'un vaste terrain, comportant ordinairement des espaces verts, sur lequel sont regroupés les bâtiments d'un établissement d'enseignement collégial ou universitaire, et formant ainsi une unité en soi par rapport au milieu dans lequel il s'insère.»

Que vient faire le mot «campus» pour désigner un hôpital en 1998? A-t-on oublié la normalisation faite il y a plus de dix ans? Sans compter que ce mot est alors utilisé dans un sens qu'aucun dictionnaire ne mentionne.

Curieusement, dans cette même ville, les hôpitaux fusionnés pour former le Centre hospitalier de l'université McGill continuent d'être appelés *hospitals*. Tel est le cas du Royal Victoria Hospital, du Montreal General Hospital et du Montreal Neurological Hospital. La loi est-elle la même dans la version française et dans la version anglaise?

À Québec, l'hôpital Saint-François-d'Assise, l'hôtel-Dieu et le Centre hospitalier de l'Université Laval, dit le CHUL, sont devenus des pavillons. On parle dorénavant du pavillon CHUL du CHUQ (Centre hospitalier universitaire de Québec). Il y a donc un CHUL (pavillon) dans le CHUQ (centre hospitalier). Quelle confusion! Pourtant, l'OLF a normalisé ce mot il y a 16 ans, soit le 29 mai 1982, de la façon suivante:

«Pavillon: subdivision d'un établissement (au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux), située dans l'enceinte générale de celui-ci, auquel elle se rattache administrativement et matériellement.»

Le Robert donne précisément comme exemple «Pavillons d'un hôpital». Comment expliquer alors l'appella-

tion «pavillon» pour désigner l'hôpital Saint-François-d'Assise et le CHUL, qui sont situés à plusieurs kilomètres de distance et dans des villes différentes?

À Sherbrooke, le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul et l'hôtel-Dieu ont été regroupés pour former le Centre universitaire de santé de l'Estrie (CUSE). Cette fois, les hôpitaux sont devenus des sites. Ainsi, l'hôtel-Dieu a perdu son nom et il est devenu le site Bowen. Pourquoi proscrire le spécifique Hôtel-Dieu, qui a une histoire intimement liée à la communauté sherbrookoise, et le remplacer par Bowen, le nom d'une rue? Quant à l'anglicisme «site» pour désigner un bâtiment, il est scandaleux. Le choix de ce mot a-t-il été fait par des anglophones?

Dans d'autres villes de la province, des hôpitaux sont fusionnés et, chaque fois, ils cessent d'être appelés «hôpital» pour devenir n'importe quoi.

On peut prévoir que les malades ne seront plus hospitalisés mais plutôt campusés, pavillonés ou sites. Heureusement, le législateur a fait une exception pour les animaux. Votre chien ou votre chat pourront continuer d'être soignés dans des hôpitaux vétérinaires. Les chauceux! Qu'arrive-t-il du symbole international H? Imaginez-on un C, un S ou un P? Comment chercher le numéro de téléphone de votre campus, de votre pavillon ou de votre site, alors que c'est déjà une aventure compliquée de trouver «hôpital»?

En fait, les nouveaux centres hospitaliers universitaires ne sont pas une réalité physique. Si une personne vous demande comment aller au CHUQ, au CHUM ou au CUSE, vous ne pouvez lui répondre. Vous devez d'abord lui demander dans quel pavillon, quel campus ou quel site elle veut aller. En effet, ces centres hospitaliers ne sont pas situés à un endroit quelconque; ils n'ont même pas de centre. Ce sont des trous de beigne; les hôpitaux sont autour. Mieux vaudrait parler de circonférence hospitalière puisé qu'on nage dans l'irréel.

L'ASULF a protesté, il y a déjà plus de deux ans, contre cette situation ridicule. Elle a porté plainte contre le remplacement du mot «hôpital» à Sherbrooke par l'appellation «site». La Commission de protection de la langue française a répondu qu'il n'y avait pas violation de la Charte parce qu'il s'agissait d'une question concernant la qualité de la langue (réponse difficile à avaler) et elle a suggéré à

l'ASULF de s'adresser à l'Office de la langue française, ce qui a été fait.

La Commission de terminologie de l'OLF a consulté plusieurs personnes, en particulier des représentants du ministère de la Santé et des Services sociaux, des Régies régionales de la santé et des services sociaux et de la Commission de toponymie du Québec. Un document contenant les conclusions des membres de cette commission constate «que la contrainte terminologique imposée par le vocabulaire administratif et sa réglementation est le facteur qui a le plus contribué à créer cette situation terminologique confuse» et que cela aura pour effet de sortir le terme «hôpital» de l'usage, du moins dans le vocabulaire de l'administration. On y suggère, au besoin, de modifier l'article 438 de la loi, qui est à l'origine de cette confusion et de plusieurs autres appellations douteuses.

Quinze mois se sont écoulés et rien n'a changé. Curieusement, en France, un centre hospitalier peut être formé de plusieurs hôpitaux. Ainsi, une Québécoise, hospitalisée récemment à l'hôpital André Mignot à Versailles, a pu constater, par la papeterie utilisée, que cet hôpital était l'un des établissements hospitaliers faisant partie du Centre hospitalier de Versailles.

C'est là une solution pleine de bon sens, mais pas dans notre monde hospitalier au Québec.

La solution pourrait être facile si l'opinion récente de l'OLF est fondée. En effet, le directeur des services linguistiques vient de nous écrire en juillet dernier ce qui suit: «De plus, parmi les démarches effectuées par l'Office, il y en a une qui mérite la plus grande attention. Contrairement à ce qu'on peut penser de prime abord, il n'appartient pas à nos spécialistes, que la loi du MSSS n'empêche pas l'utilisation du terme hôpital. Ainsi, les conseils d'administration des établissements de santé (ex. Le Conseil d'administration du CHUM) ont le libre choix des appellations de leur établissement et de leurs installations (des hôpitaux fusionnés). Par conséquent, les conseils d'administration pourraient dénommer leur établissement ou leurs installations par le terme «hôpital» (suivi d'un spécifique).»

Alors, le mot «hôpital», qu'on nous disait interdit depuis deux ans, ne le serait plus si l'OLF, qui doit s'y connaître en matière de langue, a raison. Tant mieux. Vive «hôpital»!

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapiere (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (rie urbaine), Yves d'Avignon (pupitre), Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Judith Lachapelle, Louise Leduc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice), Serge Truffaut (questions urbaines), Odile Tremblay (Horizons), Michel Garneau (caricaturiste), Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques), Martin Ducloux et Christine Dumazet (relucteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre, danse), Paul Cauchon (médiat), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Brian Myles (cinéma), Jean-Pierre Legault, Clément Trudel (musique); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dutrisc, Benoît Munger, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste), Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cornélius (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lesage (correspondants parlementaires à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Marie-Hélène Alarie (secrétariat à la rédaction), Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (communis). La documentation: Gilles Paré (directeur), Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacques Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlène Côté, Louane (production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Christian Goulet, Marie-Josée Hudon, Christian Vien, Yanick Martel, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE: Johanne Brien (responsable), Hélène Gervais, Evelyne Labonté (responsable de la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne d'Arc Houde (secrétariat à la direction), Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Danielle Nantel (secrétariat administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR: Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## FACTURE

SUITE DE LA PAGE 1

procédant à leur adaptation à l'an 2000 en tout premier lieu. «Le Conseil du trésor a adopté une méthode de suivi des travaux axée en priorité sur les activités essentielles de l'État. Ainsi, nous avons demandé aux ministères et aux organismes gouvernementaux d'identifier celles de leurs activités qui sont essentielles en regard de la santé et de la sécurité des citoyens ou en regard de la stabilité économique», a fait savoir M. Léonard, qui a ajouté avoir fait de ce dossier une priorité gouvernementale au sein du conseil des ministres.

Ce revirement de situation est survenu à la suite du verdict rendu par le Vérificateur général en juin dernier. Guy Breton recalait il y a six mois au rang de techno-cancer le gouvernement québécois pour sa préparation face au bogue de l'an 2000. Il indiquait que le gouvernement n'avait alors aucune assurance que les systèmes informatiques stratégiques seraient adaptés à temps.

«Le monde n'arrêtera pas de tourner, mais ce sera un fouillis que de continuer à le faire tourner», avait déclaré M. Breton en juin. Le Vérificateur reprochait au gouvernement de ne pas savoir ce qui se passait au sein des divers ministères, notamment ceux de l'Éducation et de la Santé, et des sociétés d'État au sujet du bogue de l'an 2000. Il craignait à ce moment que d'onerieuses solutions, comme celle de faire des chèques à la main pendant des mois, ne soient ultimement retenues par les ministères mal préparés et mal coordonnés.

Les chiffres tendent à confirmer les prévisions pessimistes du Vérificateur général. Alors coordonné par le Secrétaire du Conseil du trésor, le programme gouvernemental prévoyait un budget de 119 millions en juin pour la fonction publique uniquement. Ce montant a été révisé à 125 millions. À cela s'ajoutent les 500 millions nécessaires pour adapter les ordinateurs du réseau de la santé et les 100 millions qu'utiliseront les différentes sociétés d'État, pour un grand total de 725 millions. À l'Éducation, souligne-t-on au Conseil du trésor, la majorité des systèmes informatiques seraient déjà adaptés à l'an 2000.

## Des services essentiels

Le gouvernement a donc accordé priorité à une liste de 78 services ou activités jugés essentiels et dont la perte ou l'interruption, même pendant une courte période, constitueraient un risque inacceptable pour la population. Tous les mois, les ministères et les organismes doivent rendre compte de l'avancement des travaux sur les activités essentielles.

Ces activités incluent, par exemple, les indemnités de la CSST, l'aide financière aux enfants en service de garde, la gestion des causes civiles et criminelles, les services à la clientèle étudiante, le programme de sécurité du revenu, y compris évidemment l'émission des chèques aux bénéficiaires de l'aide de dernier recours, les services aux assurés de l'assurance-maladie, l'indemnisation des accidentés de la route, les interventions policières de la Sûreté du Québec. Et au ministère du Revenu, entre autres, on juge que l'encaissement des sommes perçues par le gouvernement est une activité essentielle...

En juin, pour répliquer au Vérificateur général, le président du Conseil du trésor Jacques Léonard avait indiqué que l'avancement des travaux d'adaptation, secondaires et essentiels, était passé de 25 à 46 % en quelques mois. Il arguait à cette époque que le Québec avait déjà un an d'avance sur l'Ontario et le gouvernement fédéral.

«Nous allons arriver à l'an 2000 sans problème majeur détectable à ce moment-ci», avait-il déclaré il y a six mois. Au Conseil du trésor, on pense maintenant que tous les travaux d'adaptation au bogue de l'an 2000, tant pour les activités essentielles que pour les fonctions secondaires, seront terminés d'ici un an, soit avant le 31 décembre 1999.

## À lundi!

Le Devoir ne sera pas publié demain, jour de Noël, de même que les samedi 26 et dimanche 27 décembre. Nous serons de retour le lundi 28 décembre. L'équipe du Devoir offre ses plus sincères vœux de paix et d'amour à tous ses lecteurs.



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier électronique [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)  
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Extrait de publication — Enregistrement n° 9638. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## Fiévreuse attente



LES ESPOIRS de tous les enfants du monde reposaient hier dans les yeux de la petite Satya qui n'en pouvait plus d'attendre la nuit de Noël.

JACQUES NADEAU/LE DEVOIR

## LE NOËL DES AUTRES

SUITE DE LA PAGE 1

premier jour en leur expliquant la signification de la fête», dit Elie Bencheitrit, responsable des communications à la Communauté sépharade de Montréal, un organisme d'information et de liaison. Les juifs sépharades, qui représentent environ le quart des quelque 100 000 membres de la communauté juive de Montréal, sont originaires des pays du Maghreb tels le Liban, la Tunisie et, surtout, le Maroc. Les juifs ashkénazes, la majorité de la communauté mont-réalisée, appartiennent à des familles venues d'Europe centrale. «À l'origine, on donnait de l'argent aux enfants pour qu'ils puissent partager avec des plus pauvres», explique le rabbin Zushe Silberstein, qui œuvre avec la branche des Loubavitch. Hanukkah est une fête du partage. C'est aussi une occasion d'éducation au respect des croyances et des autres religions.

Les enfants de M. Bencheitrit fréquentent maintenant une école privée juive mais ont été, tout le long du primaire, en contact avec la tradition chrétienne à l'école publique. «Au début, on entendait leurs camarades parler de leurs cadeaux, eux aussi sont arrivés en nous disant: "Ce n'est pas juste!", raconte Elie Bencheitrit. Mais c'est vite devenu l'occasion d'expliquer, justement, la signification de nos fêtes. Et l'occasion, aussi, d'expliquer les différences qui existent dans notre société: tout le monde ne fête pas les mêmes fêtes, et tout le monde ne fête pas de la même façon. Pour leur faire comprendre, je leur dis par exemple que, même si on fête Noël en Afrique, les choses n'ont pas la même allure qu'ici! Il n'y a pas de neige, pas de sapins, pas de père Noël...»

## Voir ses voisins fêter

Chez les quelque 150 000 musulmans du Québec, on vit un peu le même genre d'expérience. «J'ai grandi en voyant mes petits voisins fêter Noël», raconte Najate Faraj, elle aussi originaire du Maroc, mère de quatre enfants. Son aîné, qui a 13 ans, fréquente maintenant une école musulmane, mais pendant son cours primaire, alors qu'il fréquentait l'école publique, il a été initié à ce qui concernait Noël, y compris

les visites du père Noël à l'école... «Et on profite des congés, on admire les décorations, les petits trains dans les vitrines, poursuit Najate Faraj. C'est une atmosphère très agréable. Et on a expliqué aux enfants que c'est la fête des gens d'ici.»

Mais, encore une fois, les enfants savent aussi que dans leur famille, on célèbre une autre fête, lors de laquelle ils se font un peu gâter: l'Aïd El-Fitr, qui marque la fin du ramadan, le mois le plus saint de l'année pour les musulmans. C'est alors la tradition d'offrir aux enfants des vêtements neufs et parfois d'autres cadeaux. Quant au ramadan, une période pendant laquelle les musulmans jeûnent tous les jours, du lever au coucher du soleil, c'est une période à la fois de recueillement et de réjouissances. Le mois de ramadan, déterminé par le calendrier lunaire, ne tombe jamais au même moment d'une année à l'autre.

Cette année, le ramadan a débuté il y a quelques jours, le week-end dernier. «Comme c'est aussi le moment où nous avons congé, c'est très agréable cette année!», dit Najate Faraj, qui travaille comme secrétaire dans un bureau. Mais c'est toujours, au départ, une belle période que l'on vit dans une très belle ambiance. Quand on prépare le repas pour la tombée du jour, on a faim. C'est un moment où l'on comprend ce que ressentent les plus pauvres, ceux qui n'ont pas assez à manger à longueur d'année.»

## Pas de conflit

Dans d'autres communautés, entre autres celles qui épousent des religions orientales, la période de Noël ne nécessite même pas de débats ou d'explications. Chez les Chinois, beaucoup de membres de la communauté adhèrent de toute façon au catholicisme. Mais les adeptes des religions orientales ne considèrent pas forcément leur doctrine comme étant en conflit avec celle d'autres religions. Beaucoup d'entre eux continuent d'observer certaines coutumes de la religion de leurs ancêtres. Pour la plupart des Chinois, il s'agit du bouddhisme, souvent enrichi d'autres traditions comme le taoïsme et le confucianisme.

Les Vietnamiens, dont une partie adhère aussi au catho-

## Deux suspects arrêtés dans le chantage contre la Deutsche Bahn

AGENCE FRANCE-PRESSE

Wiesbaden — Deux suspects ont été arrêtés dans l'affaire de chantage contre la compagnie des chemins de fer allemands, la Deutsche Bahn, a indiqué hier la police criminelle fédérale (BKA). Il s'agit d'un Allemand de 44 ans, interpellé vers 7h30 hier, et d'un autre, âgé de 46 ans, arrêté mardi soir sur le parking d'une autoroute à Irschenberg, en Bavière, a indiqué un porte-parole de la police criminelle. L'homme de 46 ans avait contacté par téléphone, à plusieurs reprises depuis vendredi, la Deutsche Bahn à son siège de Francfort.

La Deutsche Bahn a reçu au total quatre lettres de chantage signées des «amis du rail», a précisé la police allemande. La compagnie ferroviaire avait révélé vendredi que des inconnus se réclamant de cette organisation exigeaient d'elle dix millions de marks (5,8 millions de dollars), menaçant de saboter les voies. Selon la télévision publique ZDF, l'homme arrêté mardi soir serait un ancien employé des chemins de fer allemands qui se sentait floué par la compagnie. Il aurait été arrêté lors d'une remise de rançon factice.

Le président de la Deutsche Bahn, Johannes Ludwig, a fait part de son «grand soulagement». Le ministre des Transports, Franz Muentefering, s'est félicité de la «nouvelle apaisante pour la sécurité de tous les voyageurs des chemins de fer». Et le ministre de l'Intérieur, Otto Schily, a salué le «gros succès des enquêteurs».

Avions de guerre et hélicoptères avaient été réquisitionnés pour assurer la surveillance des voies ferrées. La Deutsche Bahn avait même fait circuler sur certains trajets des trains à vide, qui ouvraient le chemin à ceux emplies de fret ou de voyageurs. Les gares de Hambourg, Francfort et Nuremberg avaient été fermées pendant la nuit de mardi à hier après des alertes à la bombe, dont les policiers ignorent si elles étaient liées au chantage. A Nuremberg, un mauvais plaisant a été interpellé après avoir menacé de faire exploser une bombe dans un train à grande vitesse ICE conduisant à Leipzig.

Le 8 décembre, des bouloons avaient été desserrés sur une vingtaine de mètres de la ligne Berlin-Hanovre; le rail avait été soulevé à l'aide d'une cale. Un train à grande vitesse avait franchi l'obstacle à 250 km/h sans encombre. Vendredi, un train de marchandises avait déraillé, sans doute à cause d'un acte de malveillance.

cisme, sont essentiellement bouddhistes. «Mais on fête beaucoup Noël dans la communauté, c'est une grande fête traditionnelle pour nous», dit Mme Lam Po Bong, vice-présidente du temple Hoi Phat Gio Quan Am dans le quartier Côte-des-Neiges à Montréal. De toute façon, à nos yeux, Jésus et Bouddha sont frères. Ils étaient porteurs du même message!»

Le principal «conflit» — du point de vue théologique, s'entend — autour de la fête de Noël reste entre les religions juive et chrétienne. Noël célèbre la naissance du Christ, le Dieu fait homme, alors que les juifs attendent encore la venue du Messie. À l'échelle nord-américaine, où près de la moitié des juifs font partie de couples «mixtes» (avec un conjoint chrétien), c'est aussi, souvent, une source de conflit familial. «Assez souvent, les deux finissent par taire leur religion et ne célèbrer aucune fête», dit Pierre Anctil, anthropologue et directeur général de la Fondation Miriam, une organisation juive vouée à l'éducation des handicapés.

## L'esprit de partage

À Montréal, où les couples mixtes sont la minorité, on retrouve peu ce genre de situation. Mais, assez souvent, les membres de la communauté juive célèbrent beaucoup le temps des Fêtes, avec des amis d'autres confessions. Chez Barry Lazar, un auteur et réalisateur montréalais de documentaires, on célèbre toujours la veille de Noël à la maison de campagne de son beau-frère, qui est chrétien. «Il est souvent le seul chrétien avec une vingtaine de juifs!», raconte-t-il. Nous sommes même parfois allés à la messe de minuit avec lui. Mais pour nous, c'est avant tout l'occasion d'une fête de famille.»

«En fait, c'est l'esprit de partage qui compte, fait observer Pierre Anctil, aussi cofondateur de Dialogue Saint-Urbain un mouvement dédié au rapprochement entre les communautés culturelles. Noël est, pour beaucoup, l'occasion de réaliser que l'on célèbre tous de telles fêtes, même si ce ne sont pas forcément les mêmes au même moment. Et c'est l'occasion de réaliser que l'on partage tous quelque chose, que l'on est tous les héritiers de traditions spirituelles.»

## VICTOR

vaient la ville accueillante, si pieusement soumise à ses prélat, si agenouillée, si fervente. Les écoliers sages, en guise de récompenses pour leur belle application, se faisaient tamponner des chérubins à pleins cahiers. Les vrais anges, flattés de l'hommage, venaient donc faire leur petite visite annuelle, bondissant de clocher en clocher pour exhiber coquettement de belles aubes blanches et la taille imposante d'ailes duveteuses. Dans leurs meilleurs jours, ils exauçaient même les désirs de quelque malheureux placé par le hasard sur leur chemin, comme celui-ci, par exemple.

Hélas, fin saoul, donc semblable à la bête, Victor ne comprit pas tout de suite l'importance de l'offre séréphique. Il crachota du jus de pipe, rigola d'un air narquois et, considérant que ses pieds gelés ne le porteraient pas longtemps par un temps pareil, réclama haut et fort une paire de bottes dignes de ce nom. Hautes, fourrées par mouton des Carpates, elles remplacèrent illico les godasses trouées.

Il manquait de tout, aurait pu exiger un château, vingt masseurs et cent courtisanes mais n'y songea même pas. Foutu brandy, quand on y pense! Récidivant de modeste hagarde, le gros ivrogne hoqueta la demande d'un foulard pour ses oreilles rouges. Du type ceinture fléchée, car les anges respectaient la couleur locale, le souhait s'enroula comme un serpent autour de son cou adipeux.

Le messager ailé allait s'impaciter devant le manque d'ambition de son client quand Victor, se rappelant le jour et l'heure, réclama un ami pour célébrer Noël avec lui.

Un ami! Oh oh! La partie se corsait. L'ange se gratta l'auréole. Il passa en revue tous les habitants de Montréal, galvanisé par sa délicate mission, cherchant un candidat de choix, inspiré, un peu fou, pas trop regardant côté forme et

odeur, car le gros Victor, enfin, ce n'était pas de la première qualité aux yeux de tous. Puis son visage céleste s'éclaira.

Ramenant sur ses ailes le bonhomme plus vite que le vent du nord vers le square Saint-Louis, il le déposa gracieusement au pied d'un beau jeune homme à épaisse crierie qui lançait des vers dans la tourmente, haranguait la lune, fuyait le giron familial et son Noël guindé qui lui faisait horreur. Il dit qu'il s'appelait Emile, reconnu en Victor sinon un frère égaré, du moins une oreille patiente, s'avoua poète, l'entraîna dans une promenade agitée à travers le parc, secoué par des sursauts de révolte romantique qui en eussent inépuisé un moins ivre. «Pour nous, fils errants de Bohème, / Ah! que l'Ennuï fait Noël blême!», lui déclama-t-il avec une emphase ténébreuse.

Qui songeait pourtant à s'ennuyer? Ils divaguaient de concert, l'un saoul, l'autre exalté, sans trop écouter ce que le suivant racontait, mais qu'importe. A minuit, quand les cloches sonnèrent, ils avaient réinventé leur vie et chanté des cantiques en faussant, fait des grimaces aux passants attardés en réponse à leurs mines scandalisées. Le délire du duo dura toute la nuit et le vent les laissa tranquilles. Ils se séparèrent à l'aube car tout à une fin, même le bonheur gratuit.

Quelques mois plus tard, Nelligan allait perdre la raison et se faire interné jusqu'à la fin de ses jours dans un hôpital psychiatrique. Quant au gros Victor, récupéré par sa fidèle bouteille après avoir vendu bottes et foulard, une cirrhose fatale l'attendait au détour de l'année. L'ange savait tout cela mais ne leur en souffla pas un mot. Un Noël de bonheur et d'amitié au son des cloches carillonnantes, c'est bien ce qu'on lui avait commandé, après tout, fût-il leur dernier. Satisfait, ému même, il s'enleva à tire d'aile vers le ciel avec le sentiment du devoir accompli.